

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA LOI ALLEMANDE

DU 7 MAI 1874

SUR LA PRESSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

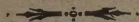
Présentée et soutenue le 27 mai 1920, à 3 h. 1/2

PAR

F. MOUQUIN

Président : M. GARÇON, Professeur

Suffragants { *MM. LE POITTEVIN, Professeur*
LARNAUDE, Professeur



PARIS

JOUVE & C^{IE}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1920

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA LOI ALLEMANDE

DU 7 MAI 1874

SUR LA PRESSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 27 mai 1920, à 3 h. 1/2

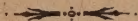
PAR

F. MOUQUIN



Président : M. GARÇON, Professeur

Suffragants { *MM. LE POITTEVIN, Professeur*
LARNAUDE, Professeur



PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1920

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

AVANT-PROPOS

Cette étude de la loi allemande du 7 mai 1874 sur la presse n'est pas une étude de droit comparé. C'est un simple examen, fait du point de vue français, d'une des principales lois de l'empire d'Allemagne.

On y trouvera indiqués et mis en valeur les différents points qui méritent de retenir l'attention, soit en raison de leur analogie, soit en raison de leur contraste avec les dispositions de notre droit, mais nulle part on n'y rencontrera de comparaisons ni de parallèles approfondis.

Certaines théories ont été exposées en détail, à cause de l'intérêt qu'elles présentent au point de vue juridique, et aussi à cause de leur particularité et de leur nouveauté aux yeux du lecteur français. C'est dans l'exposé de ces théories spéciales au droit allemand que réside le principal intérêt des lignes qui vont suivre.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, et d'après les renseignements qu'il nous a été possible de nous procurer, il ne semble pas qu'un changement quel-

conque ait été apporté par le nouveau gouvernement allemand à la législation sur la presse.

L'Allemagne centralisée de 1920 se fait la même conception de la liberté de penser et d'écrire que l'Allemagne prussienne d'avant-guerre.

Elle applique, sans y rien modifier, la loi du 7 mai 1874. En cette matière, comme dans bien d'autres peut-être, la République d'empire continue l'Empire.

Janvier 1920.

LA LOI ALLEMANDE

DU 7 MAI 1874

SUR LA PRESSE

INTRODUCTION HISTORIQUE

Un tableau de la législation allemande sur la presse ne serait pas complet s'il n'était précédé d'un bref exposé historique.

Cet exposé, tout en nous montrant quels furent les précédents législatifs dont la loi d'empire de 1874 porte la marque, va nous permettre d'appliquer à l'étude de la législation allemande sur la presse le mode d'analyse le plus complet, c'est-à-dire l'analyse historique.

A) La législation allemande sur la presse jusqu'en 1848.

On peut dire qu'en Allemagne la réglementation de la presse a été contemporaine de la découverte de

l'imprimerie (milieu du xv^e siècle). A cette époque l'Eglise catholique était l'objet de très vives attaques. Ses fautes et ses excès étaient étalés sans ménagement dans un grand nombre de pamphlets et de poèmes satiriques, que l'imprimerie permettait de répandre à profusion. L'Eglise vit le danger qui la menaçait, et comprit qu'elle allait être submergée par ce flot hostile, si elle ne parvenait pas à l'endiguer. Elle s'empessa de confier aux évêques le soin de reviser tous les ouvrages imprimés touchant à l'Eglise ou à la foi. La Censure était créée.

Mais cette censure exclusivement catholique ne fut pas de longue durée, car bientôt le triomphe de la Réforme lui fit perdre presque toute son importance (début du xvi^e siècle). Elle ne subsista que dans les quelques Etats demeurés fidèles à la doctrine romaine, comme la Bavière. Partout ailleurs elle fut remplacée par deux institutions auxquelles elle servit d'ailleurs de modèle, une censure spirituelle protestante, exercée par les facultés de théologie, pour empêcher la propagande des doctrines erronées, et une censure temporelle chargée de combattre les écrits politiques considérés comme dangereux « pour le salut et la tranquillité de l'Empire ».

Cette censure temporelle, la seule dont nous ayons à nous occuper ici, se trouve mentionnée pour la première fois dans le recès impérial de Nü-

remberg de 1524, puis dans celui de Spire de 1529. Le recès d'Augsbourg, de 1530, rend l'indication du nom et de l'adresse de l'imprimeur obligatoire sur tous les exemplaires. Cette disposition se trouve complétée en 1548 par une ordonnance de police impériale, qui exige que le nom de l'auteur soit indiqué sur chaque imprimé, à côté de celui de l'imprimeur. En outre des peines sévères sont édictées contre toute personne trouvée en possession d'un ouvrage interdit par la censure.

Le pouvoir impérial avait escompté que ces différentes mesures rendraient impossible la circulation des ouvrages interdits, mais il ne tarda pas à s'apercevoir de son erreur. La censure, malgré sa vigilance, était impuissante à faire disparaître ces ouvrages « susceptibles de semer la révolte, la défiance et la discorde », dont le nombre ne faisait que croître. Aussi, dans le but de renforcer les mesures déjà prises, le recès impérial de Spire de 1570 institua-t-il pour l'exercice de la profession d'imprimeur le régime de l'autorisation préalable. Cette autorisation ne devait être délivrée qu'à des gens « calmes, sensés, honorables, et vertueux », et la profession ne devait être exercée que dans les villes de résidence princière, les villes universitaires et les villes d'empire. La concession était d'ailleurs considérée comme un privilège, en échange duquel le bénéficiaire était assujéti à une taxe et à l'obligation de déposer à la

chancellerie de la cour des exemplaires gratuits de tous les ouvrages sortant de ses presses.

L'échec du recès de 1570 ne fut pas moindre que celui de l'ordonnance de 1548. Les autorités impériales, en dépit de leurs efforts, se trouvèrent bientôt dans l'impossibilité de faire respecter les dispositions prises. La faute en était principalement aux rapports complexes qui existaient entre les villes d'Empire et les villes libres d'une part et l'Empire d'autre part, et qui paralysaient presque entièrement la lutte contre les imprimeurs et les libraires. Ainsi, dans certaines villes, les libraires n'étaient soumis à la censure que dans les limites d'un contrat librement accepté par eux. Dans d'autres localités les imprimeries clandestines abondaient et fonctionnaient sans être inquiétées.

Dans ces conditions, malgré la limitation des brevets, malgré les perquisitions, les visites domiciliaires et les condamnations de plus en plus sévères, le nombre des publications interdites restasensiblement le même dans toute la première moitié du xvii^e siècle. Ce n'est qu'après la paix de Westphalie (1648) que le Commissariat des livres, fondé au xvi^e siècle pour seconder le Fiscal impérial dans son œuvre de surveillance, parvint à exercer une action véritablement régulière et efficace. Ce commissariat siégeait à Francfort-sur-le-Mein, alors grand centre du commerce des livres. De là son influence s'étendit peu à

peu sur la plus grande partie de l'Empire, et il finit par devenir l'organe supérieur de la censure, en ce sens qu'il avait le droit d'opposer son veto à la publication des livres déjà censurés. D'ailleurs les résultats ne se firent pas attendre : dans la seconde moitié du xvii^e siècle, tout le commerce des livres déserta Francfort pour aller se réfugier en Saxe, à Leipzig.

Au xviii^e siècle, le règne du « despotisme éclairé » n'apporta aucune atténuation au régime que nous venons d'exposer. La seule différence fut que la police de la presse devint partie intégrante de la police de l'enseignement et des sciences. C'est en s'appuyant sur cette idée que seuls de bons livres peuvent développer la culture morale et intellectuelle du peuple, et, par conséquent, augmenter son bonheur, que le despotisme éclairé s'efforçait de légitimer la censure et de justifier de très strictes mesures de répressions contre les ouvrages considérés comme mauvais. C'est ainsi que Sonnenfels, un des théoriciens de cette époque, ne craint pas d'écrire, dans son *Manuel d'administration*, des phrases comme celle ci « Là seulement où fonctionne l'institution de la censure se rencontrent la vraie liberté et la sécurité complète pour les écrivains, les imprimeurs et les libraires. »

Cette conception nouvelle de la censure, envisagée comme un organe de contrôle de l'enseignement

et des sciences plutôt que comme un organe politique, eut au moins pour résultat heureux de faire passer la censure aux mains de ceux qu'on appelait « les savants et les experts ». Les fonctions de censeurs devaient, aux termes d'un mandat bavarois de 1767, être confiées à des gens « versés dans toute les branches de la science humaine ». Les universités se firent octroyer le droit de censurer elles-mêmes les écrits de leurs membres, et obtinrent même, pour certains d'entre eux, l'indépendance complète vis-à-vis de la censure. C'est ainsi que Lessing put pendant un certain temps bénéficier d'une franchise entière pour ses œuvres. Quant à Kant, après avoir joui des mêmes avantages, il se les vit retirer, et s'attira de la part de Wöllner, auteur de l'édit sur la censure du 19 décembre 1788, le reproche d'avoir fait « un usage déplorable de sa philosophie, en dénaturant et en rabaissant mainte vérité fondamentale de l'Écriture et du Christianisme ». Le ministre prussien avertissait en outre charitablement le grand philosophe que, s'il persistait dans cette voie, il mettrait le gouvernement dans l'obligation de prendre à son égard des mesures regrettables.

Mais, au cours des années qui suivirent, l'Allemagne sentit passer sur elle le grand souffle émancipateur de la Révolution française. L'idée que le droit de penser et d'exprimer librement sa pensée est un droit inné et imprescriptible dont l'homme

doit disposer librement. se fraya un chemin au delà du Rhin et gagna rapidement du terrain. Certains petits États, comme le Holstein, le Brunswick et la Saxe-Weimar firent même à l'esprit du jour le sacrifice de leur censure. Bien plus: au Congrès de Vienne les plénipotentiaires prussiens, se faisant contre toute attente les porte-parole du mouvement libéral, proposèrent de faire figurer la liberté de la presse parmi les principes fondamentaux de la Confédération germanique. D'après eux, cette liberté devait reposer sur la responsabilité de l'auteur de l'imprimé, ou, au cas où celui-ci ne serait pas connu, sur la triple et inséparable responsabilité du libraire, de l'éditeur, et de l'imprimeur. Néanmoins ils admettaient que la presse périodique fût l'objet d'une surveillance particulière.

La trace de ces propositions se retrouve bien dans l'acte fédéral de 1815, mais seulement sous la forme d'une promesse. En effet cet acte promet, dans son article 18, que la Diète fédérale s'occupera dans sa première session d'établir une réglementation uniforme pour la presse allemande. L'intention libérale de cette disposition apparut si nette à certains États qu'ils se crurent autorisés à lever leurs dispositions relatives à la censure. C'est ainsi que cette institution disparut en Bavière, en Wurtemberg, dans le Hanovre, la Hesse, le Mecklembourg et le Nassau. Par contre elle subsista en Autriche, en Saxe, en Bade

et en Prusse. Dans ce dernier Etat, s'il est vrai que la réglementation de la presse s'était bien un peu adoucie à l'usage, l'esprit était resté le même. C'est ainsi que le gouvernement n'hésita pas à supprimer purement et simplement, à cause de la franchise de son langage et de ses idées avancées, le fameux et courageux *Mercur du Rhin*, de Gœrres, que Napoléon avait appelé « une cinquième puissance à combattre ».

D'ailleurs la vague de libéralisme qui venait de passer sur l'Allemagne avait été de trop courte durée pour pouvoir laisser des empreintes profondes. De son côté la réaction n'attendait qu'une occasion pour revenir sur les concessions qu'on lui avait arrachées. Cette occasion se présenta sous la forme de la vive agitation politique qui secoua le pays après le Congrès de Vienne (Fête de la Wartburg, Anniversaire de la Bataille des Nations, Assassinat de Kotzebue). Les excès de quelques écrivains turbulents furent un prétexte tout trouvé, et les gouvernements s'empressèrent de ressaisir l'arme qu'ils avaient laissé échapper. En dépit des promesses de l'Acte fédéral, le Congrès de Karlsbad inséra dans son acte final la loi fédérale sur la presse du 20 septembre 1819, qui rétablissait la censure à titre obligatoire pour les imprimés de moins de vingt-pages et à titre facultatif pour les autres. Non seulement cette loi était applicable à tous les Etats de la

Confédération germanique sans exception, mais encore chacun d'eux était déclaré responsable des imprimés paraissant sur son territoire. Pourtant une disposition particulière spécifiait qu'en raison du caractère exceptionnel de la loi sa durée d'application ne serait que de cinq années, et que dans ce laps de temps la Diète rechercherait de quelle manière les promesses faites dans l'acte fédéral pourraient être tenues.

Cette loi de 1819 rencontrera dès son apparition une impopularité très grande. Le pouvoir fédéral qui, sous la pression de la Prusse et de l'Autriche, s'efforçait de maintenir la presse sous sa dépendance, se heurta à la résistance et au mauvais vouloir des petits Etats qui favorisaient secrètement les feuilles d'opposition. D'ailleurs cette lutte à armes inégales ne tarda pas à prendre fin à l'avantage du pouvoir fédéral, qui parvint à réfréner toute tentative d'émancipation, et à imposer l'observation stricte des résolutions de Karlsbad.

Au bout de la cinquième année, en dépit des engagements qui avaient été pris, aucune modification ne fut apportée à la loi, et la Diète fédérale s'empressa de décider que la presse resterait soumise au même régime jusqu'à ce qu'on pût se mettre d'accord sur une réglementation définitive. Si bien que la loi de 1819, bien qu'on l'eût dénommée « provisoire », resta en vigueur jusqu'en 1848, sans que

le Pouvoir fédéral consentit à faire la moindre concession à l'esprit du siècle. S'en tenant étroitement aux résolutions prises sous l'empire de la réaction, à un moment où la société allemande sortait d'une crise très grave, il s'opposa de toute sa force à l'éclosion d'une presse d'allure indépendante, d'une véritable presse d'opinion. Et non seulement les dispositions restrictives de 1819 furent maintenues d'une façon générale dans les Etats confédérés, mais encore elles furent renforcées sur certains points (interdiction de tous les écrits de la Jeune Allemagne en 1835). A la veille de la révolution de 1848, la législation allemande sur la presse en était donc au même point qu'aux plus beaux jours de la Sainte Alliance.

*B) La législation allemande sur la presse
de 1848 à 1874*

Il fallut le grand souffle d'air pur qui passa sur l'Allemagne au mois de mars 1848 pour balayer la législation surannée qui opprimait la presse. Les restrictions que les gouvernements avaient soigneusement maintenues pendant la période de paix intérieure que l'Allemagne venait de traverser, dans l'espoir qu'elles serviraient à maltriser la presse aux heures de trouble, apparurent inopérantes. La censure s'écroula d'un seul coup, et la liberté de la

presse fut instaurée. La Déclaration des droits fondamentaux, publiée le 21 décembre 1848, affirmait que cette liberté ne devait « en aucune circonstance, ni sous aucun prétexte, être limitée, suspendue ou supprimée ».

Cette proclamation solennelle ne devait pas empêcher le régime de la liberté pleine et entière d'être de courte durée. Le passage de l'état de tutelle, dans lequel la presse allemande avait été trop longtemps tenue, à l'état de complet affranchissement, que lui avaient apporté les journées de mars 1848, avait été trop brusque. On vit se reproduire ce qui s'était passé vingt ans plus tôt. Des excès furent commis à nouveau : ils furent le prétexte qu'attendait la Diète fédérale pour faire réapparaître les mesures restrictives. Et, dès 1854, la « Vieille Dame », comme on l'appelait, restaurait le régime spécial des concessions pour toutes les professions touchant à la presse, et établissait pour les périodiques tout un système de cautionnements très lourds.

Elle exigeait en outre que tout périodique ou tout écrit d'un caractère politique eût un rédacteur responsable.

Mais pour quiconque recherche dans les monuments juridiques du passé les antécédents historiques de la loi de 1874, c'est surtout à l'étude de la législation prussienne sur la presse qu'il y a lieu de s'attacher pour la période allant de 1848 à 1874, car

c'est avec les différentes lois prussiennes qui ont régi la presse entre ces deux dates que s'établit de la façon la plus directe la filiation de la loi d'empire.

Une première loi prussienne du 17 mars 1848 s'était contentée d'édicter diverses mesures de police d'une grande simplicité, telles que : indication sur les exemplaires du nom de l'imprimeur et de l'éditeur, déclaration préalable pour les périodiques nouveaux, obligation d'insérer les rectifications envoyées par les particuliers, désignation d'une personne spécialement responsable du contenu du périodique, indication pour chaque article du nom de l'auteur, enfin établissement d'un système de responsabilités basé sur les principes du droit commun.

Mais, dès la fin de la même année, cette loi du 17 mars 1848 subissait une première et importante modification dans une de ses dispositions fondamentales. En effet, la constitution octroyée par Frédéric-Guillaume IV le 5 décembre 1848 sous la pression des événements contenait dans son article 27 une disposition aux termes de laquelle l'éditeur, l'imprimeur et le propagateur d'un imprimé devaient se trouver à l'abri de toute poursuite si l'auteur de l'écrit était connu, et s'il se trouvait dans le ressort de la juridiction allemande. Il semble que les rédacteurs de cet article 27 se soient inspirés dans une

certaine mesure de l'article 57 de la Constitution belge, qui établit la responsabilité « par cascades » en matière de délit de presse. Mais c'est surtout dans la loi prussienne sur la presse du 30 juin 1849, qui remplaça celle du 17 mars 1848, que va nous apparaître, d'une façon très sensible, l'influence de cet article 57 de la Constitution belge.

La loi du 30 juin 1849 posait d'abord en règle que l'auteur de l'écrit, l'éditeur, le libraire, l'imprimeur et le propagateur devaient tous être considérés comme responsables, sans que l'accusation eût à faire la preuve de leur participation à l'infraction. Mais la loi disposait qu'aucune poursuite ne pouvait être exercée contre une des personnes énumérées dans la liste des responsables, quand une autre, dont la responsabilité primait la sienne dans l'ordre où ces personnes étaient placées par la loi était connue et pouvait être l'objet de poursuites judiciaires. Ainsi se trouvait nettement établi par cette loi de 1849 le principe de la responsabilité successive et exclusive de la loi belge (système von Maanen ou par cascades). Dans le cas où l'auteur était connu, l'éditeur était hors de cause ; dans le cas contraire il était considéré comme responsable au lieu et place de l'auteur. Si l'auteur et l'éditeur ne pouvaient être l'objet de poursuites judiciaires, c'était le libraire qui assumait la responsabilité. Et ainsi de suite jusqu'au propagateur.

Ce système « par cascades » convenait à une période de libéralisme, comme fut celle pendant laquelle triomphèrent les idées de 1848. Mais il devait fatalement succomber devant la réaction monarchique qui suivit la dissolution du Parlement d'Erfurt et la reculade d'Olmütz (novembre 1850). Aussi la loi de 1849 ne tarda-t-elle pas à être remplacée par une autre, datée du 12 mai 1851, qui, si elle ne rétablissait pas la censure, n'en soumettait pas moins la presse à un régime de mesures restrictives très rigoureuses.

Cette loi du 12 mai 1851 est particulièrement intéressante pour nous, pour la raison qu'elle contient déjà en substance presque toutes les dispositions que nous retrouverons dans la loi d'Empire de 1874. A ce titre elle mérite un examen approfondi.

La loi débute par des dispositions relatives à la réglementation de l'imprimerie et de la librairie ; l'une et l'autre sont soumises au régime de l'autorisation préalable. Toutefois, la loi spécifie que l'autorisation ne peut être refusée par l'autorité administrative quand celui qui la sollicite est un citoyen honorable, ayant donné des preuves de ses capacités professionnelles. De plus l'autorisation une fois accordée ne peut être retirée que par le juge, et seulement dans le cas où une infraction à la loi pénale a été commise. La loi fixe ensuite le régime des périodiques, qu'elle astreint au cautionnement et au

timbre, et auxquels elle impose l'obligation d'avoir un rédacteur responsable, comme celle d'insérer les avis officiels des autorités et les rectifications des particuliers.

En ce qui concerne l'imputabilité en matière de délit de presse, la loi de 1851 pose dans son article 34 le principe fondamental de l'application du droit commun. C'est là la base de tout le système. D'après cet article 34, tout individu convaincu d'avoir pris part sciemment à la publication de l'imprimé délictueux doit être rendu responsable, d'après les règles du Code pénal, en qualité d'auteur principal ou de complice, sans que la nature particulière du délit puisse le faire bénéficier de mesures spéciales.

Indépendamment de ce système d'imputabilité basé sur le droit commun, la loi de 1851 établit un système très curieux de peines « pour négligence » (*Fahrlässigsstrafen*), que nous retrouverons dans la loi de 1874 et qui fera l'objet de développements ultérieurs. L'idée qui a présidé à l'établissement de ce système est que toute personne qui a pris part à la publication d'un imprimé délictueux sans qu'on puisse la rechercher comme auteur ou complice doit être poursuivie et punie en raison de sa négligence, car, si cette personne eût agi avec tout le zèle et l'attention dont sa profession lui faisait un devoir, le délit eût vraisemblablement été évité. Remarquons tout de suite que le principe posé n'est pas absolu.

Il comporte une très importante atténuation en ce sens que la personne poursuivie pour négligence peut se décharger de toute responsabilité en rejetant celle-ci sur son « antécesseur » (Vormann), c'est-à-dire sur la personne qui est désignée avant elle dans l'énumération des responsables faite par la loi. C'est ainsi qu'un éditeur, à qui l'on ne peut faire application des règles du droit commun et qui ne peut être poursuivi en qualité d'auteur principal ou de complice, est cependant passible d'une amende en raison de son imprudence ou de sa négligence, à moins qu'au cours de son premier interrogatoire il ne puisse désigner l'auteur de l'écrit ou que celui-ci ne soit domicilié en dehors des limites du royaume. Il en est de même pour le libraire qui, recherché pour négligence, ne peut éviter une condamnation à l'amende que s'il désigne l'éditeur ou l'auteur et si ces deux personnes, ou l'une d'entre elles au moins, sont domiciliées dans le ressort de la juridiction prussienne. Quant à l'auteur de l'écrit qui est placé en tête de la liste, dans les cas où il ne peut être recherché ni comme auteur principal, ni comme complice, il doit nécessairement être puni pour négligence, puisqu'il ne peut se décharger de sa responsabilité sur personne.

En résumé, la loi prussienne de 1851 soumettait la presse au régime du Code pénal, mais, dans le but de faciliter les poursuites, elle complétait et

renforçait les dispositions de ce code par un système particulier, destiné à mieux assurer dans tous les cas, le châtimement des coupables.

Quant aux lois sur la presse des Etats secondaires de la Confédération, il suffira d'en indiquer ici les grandes lignes.

La loi bavaroise de 1850 apparaît comme une des plus libérales. Elle se contentait de la désignation d'un rédacteur responsable pour les périodiques, et de l'indication du nom de l'éditeur ou de l'imprimeur pour les autres imprimés, à condition pourtant que le nom de l'auteur, en cas de poursuites intentées contre l'ouvrage, pût être fourni à la première réquisition. Le fait de ne pouvoir ou de ne vouloir livrer le nom de l'auteur était passible d'une peine, sans préjudice de celle encourue du fait même du délit de presse. Quant à la responsabilité des diverses personnes ayant pris part à la rédaction et à la publication de l'imprimé, c'était d'après les principes du droit commun qu'elle devait être déterminée.

La loi saxonne du 14 mars 1851 et la loi badroise de 1850, corrigée en 1868, appliquaient les règles du droit commun ou celles de la responsabilité éventuelle, suivant que l'auteur, l'éditeur et l'imprimeur avaient participé au délit intentionnellement ou non. Si leur participation avait été intentionnelle, ils étaient tous traités comme coauteurs. Dans le cas

contraire, chacun d'eux pouvait rejeter la responsabilité sur un de ses antécédents. Ces deux lois établissaient en outre un système de cautionnement et diverses autres restrictions particulières à la presse périodique.

De l'étude de ces différentes lois qui régissent la matière de la presse entre le grand mouvement révolutionnaire de 1848 et la loi d'Empire de 1874, il résulte que deux préoccupations ont surtout guidé le législateur allemand. Ces deux préoccupations ont été d'abord de contrôler et de surveiller étroitement l'exercice des professions se rattachant à la presse, ensuite d'assurer par le moyen d'un système de présomptions de culpabilité, une sanction pénale immédiate à toute infraction commise par cette voie.

Nous allons voir que la loi d'Empire de 1874, faisant un nouveau pas en avant vers l'affranchissement complet, a supprimé presque entièrement les mesures préventives, auxquelles ses devancières avaient attaché une si grande importance, mais a conservé de l'ancienne législation le système des présomptions de culpabilité.

LA LOI D'EMPIRE DU 7 MAI 1874

Contrairement à ce qu'avait fait la constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, qui avait abandonné à chacun des Etats confédérés le soin de fixer le régime à appliquer à la presse, la constitution de l'Empire allemand de 1872 a fait de la réglementation et de la surveillance générale de la presse une matière d'Empire, c'est-à-dire rentrant dans la compétence législative de l'Empire.

Les deux premiers projets de loi d'Empire sur la presse, élaborés l'un en 1871 par le Bundesrat, l'autre en 1873 par une commission du Reichstag ne purent arriver jusqu'à la discussion en séance publique. Un troisième projet fut donc élaboré et déposé sur le bureau du Reichstag. Lorsqu'il fut mis en discussion, il devint l'objet de débats longs et passionnés. En effet, il était représenté par certains orateurs comme devant instaurer le « régime le plus antélibéral et le plus oppressif qui se puisse rencontrer » et par d'autres comme devant « affranchir de toute entrave

la liberté de penser et d'écrire ». La majorité du Reichstag se montra d'abord hostile au projet ; puis elle se résigna à voter une loi moins libérale que celle qu'elle avait escomptée, pour que le gouvernement voulût bien de son côté renoncer au cautionnement et à l'impôt sur le timbre (Voir sur ces débats la notice de M. Paul Gide dans *l'Ann. de Lég. étrang.*, 1875, p. 76).

Le projet finit donc par être adopté dans son ensemble et devint la loi du 7 mai 1874. Cette loi remplaça toutes les lois antérieures sur la presse. Elle est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1874 dans tout le territoire de l'Empire, sauf dans l'île d'Héligoland et en Alsace-Lorraine. Elle n'a été rendue applicable à Héligoland que le 22 mars 1891 et en Alsace-Lorraine que vingt-quatre ans après sa promulgation, en 1898.

L'étude de la loi de 1874 que nous allons entreprendre comportera sept chapitres :

Le premier sera consacré à l'examen des principes et idées générales nécessaires pour comprendre le sens de la loi.

Le second contiendra l'exposé des règles de police communes à la presse périodique et à la presse non périodique.

Le troisième portera sur les dispositions relatives à la presse périodique.

Le quatrième traitera du régime exceptionnel qui

peut être appliqué à la presse en certaines circonstances.

L'étude des règles fixant les responsabilités en matière de délit de police de presse fera l'objet du cinquième chapitre, et celle des règles déterminant ces mêmes responsabilités en matière de délit de presse feront l'objet du sixième.

Enfin le septième chapitre sera consacré à la saisie des imprimés délictueux et à la prescription des délits de presse.

CHAPITRE PREMIER

Principes généraux. — Objet et ressort de la Presse

A) *Liberté de la presse.* — L'article 1^{er} de la loi de 1874 dispose que la liberté de la presse ne peut être soumise à d'autres limitations que celles que contient ou qu'autorise la loi. Qu'est-ce donc que la liberté de la presse ? D'après Stein (*Droit administratif*, vol 6, p. 73) la liberté de la presse consiste en ceci que le pouvoir législatif s'interdit d'exercer par des mesures quelles qu'elles soient une influence quelconque sur la tendance ou l'esprit des imprimés et se borne strictement à frapper ceux dont le contenu est délictueux.

Ce principe fondamental de la liberté de la presse que nous trouvons au seuil de la loi de 1874 constitue la règle. Par conséquent toute restriction, toute limitation doit être considérée comme une exception, et, à ce titre, faire l'objet d'une disposition législative particulière.

B) *Définition de l'imprimé.* — Pour déterminer les limites de son application, la loi de 1874 donne dans son article 2 une définition de l'imprimé. D'après cet article, il faut entendre par imprimé non seulement les productions de la presse d'imprimerie, mais encore toutes les reproductions obtenues par un moyen mécanique ou chimique quel qu'il soit (photographie, lithographie, galvanoplastie, etc.).

Ainsi pour savoir si une reproduction est ou non un imprimé, il faut s'en tenir uniquement à la forme, abstraction faite du fond. Mais le fait d'avoir été obtenue par un des procédés visés par le législateur ne suffit pas à placer une reproduction dans la sphère d'application de la loi. Il faut encore que cette reproduction soit destinée à la publication, à la propagation dans le public. C'est ainsi que des épreuves photographiques d'amateur, des épreuves d'imprimerie ou des essais d'apprenti, toutes œuvres qui ne sont pas destinées à la publication, ne sont pas des imprimés au sens que la loi donne à ce mot.

C) *Définition du périodique.* — Parmi les imprimés, le périodique occupe une place à part. Un périodique est un journal ou une revue paraissant mensuellement, ou à intervalles plus courts, ou même à intervalles irréguliers.

En réalité il n'y a pas deux catégories distinctes d'imprimés. L'imprimé périodique n'est qu'une variété de l'imprimé proprement dit. L'imprimé est

le genre, le périodique l'espèce. De sorte que toutes les dispositions de la loi de 1874 qui s'appliquent aux imprimés s'appliquent aux périodiques. Mais de plus ceux-ci sont soumis à un certain nombre de règles particulières que leur importance et l'influence qu'ils exercent expliquent et justifient suffisamment.

D) *La propagation (Verbreitung)*. — La notion de propagation est de première importance en droit allemand. Nous avons déjà vu que l'imprimé tel que le conçoit la loi de 1874 doit être destiné à la propagation. On verra par la suite que c'est également par la propagation que se consomment les délits de presse.

Qu'est-ce donc que la propagation ? D'après Liszt (III, p. 153), propager, c'est « rendre un imprimé accessible au public, le mettre à la disposition de tous ou d'une pluralité indéterminée d'individus ». La propagation est donc uniquement une question de fait.

D'après la doctrine et la jurisprudence allemandes, propager n'est pas la même chose que faire paraître ou publier. La propagation ne peut avoir lieu que si l'œuvre a déjà paru, a déjà été publiée. Ainsi, tant que l'imprimé n'est pas sorti du petit cercle de personnes qui ont participé à sa confection, il ne saurait être question de propagation. L'envoi des exemplaires de l'imprimeur à l'éditeur, le passage des numéros du périodique dans le local ou chez l'inter-

médiaire où l'on fait les expéditions, l'envoi des colis de livres de l'éditeur au commissionnaire de Leipzig, qui les fera lui-même parvenir aux libraires détaillants, voilà autant d'actes qui ne peuvent en aucun cas être considérés comme des actes de propagation, et qui sont seulement des actes préparatoires à la propagation. Par contre, le fait d'envoyer ces mêmes exemplaires aux libraires détaillants ou leur dépôt dans un bureau de poste comptent comme actes de propagation.

Peu importe d'ailleurs que ces exemplaires parviennent ou ne parviennent pas à leurs destinataires. La propagation doit être envisagée comme un fait en soi, ou plutôt comme un acte en soi, sans qu'il y ait lieu de savoir si elle a atteint son but ou non, c'est-à-dire indépendamment de son résultat. En outre la propagation doit être considérée comme consommée dès qu'elle a commencé. Et une fois commencée, elle n'est susceptible ni de plus, ni de moins.

Une notion à laquelle s'attache la doctrine allemande en matière de propagation est celle de la différence entre la forme et le fond de l'imprimé, entre le contenu et le contenant. Pour que la propagation soit réalisée dans tous ses éléments, il faut que le contenant et le contenu soient rendus à la fois accessibles au public. Ainsi une lecture publique ou une récitation faite de mémoire du contenu de l'imprimé

ne constituerait pas une propagation au sens de la loi, parce que seul le contenu, c'est-à-dire la pensée, devient accessible au public, et non le contenant, c'est-à-dire l'écrit. Cette lecture publique ou cette récitation pourront tomber par ailleurs sous le coup de la loi pénale, mais elles ne sauraient très certainement pas constituer un délit de presse proprement dit (jurisprudence dans ce sens).

La propagation exige-t-elle pour être consommée que plusieurs exemplaires aient été rendus accessibles au public ? Cela n'est pas nécessaire. Un seul exemplaire suffit. C'est ainsi qu'il a été jugé que le fait de déposer un exemplaire unique sur la table d'une auberge où chacun peut venir en prendre connaissance constitue l'acte de propagation visé par la loi. Il en est de même de la vente d'un seul exemplaire, qui doit être considérée comme une propagation, à condition que l'exemplaire vendu ait été livré à l'acheteur. Car l'acte juridique de vente sans *traditio* ne constitue pas une propagation.

Le contraire de la propagation, c'est la communication confidentielle à une ou plusieurs personnes, à un nombre limité de personnes, entre qui existent des liens de parenté, d'amitié, de fonction ou d'affaires. Ainsi le fait de communiquer un ouvrage, même délictueux, à plusieurs personnes qu'unissent des liens d'amitié n'est pas une propagation, si cette communication a été faite avec la ferme intention

de ne pas voir l'ouvrage sortir de ce cercle de personnes nettement délimité. Encore faut-il que ce cercle ne soit pas trop étendu, car alors la communication perdrait tout caractère réellement confidentiel. Il y a là une question de fait, extrêmement délicate, laissée à la souveraine appréciation des tribunaux.

Un auteur allemand, Klœppel, développant jusque dans leurs conséquences dernières les idées qui viennent d'être exposées, voudrait que le principe de la communication confidentielle fût appliqué partout où il existe un lien intellectuel, un lien de pensée, entre deux ou plusieurs individus, par exemple dans le cas où un professeur ou un conférencier distribue à ses auditeurs un plan imprimé de ses conférences, ou dans celui où un auteur remet à différentes personnes les bonnes feuilles de son ouvrage. Sans aller jusque-là, il y a lieu de signaler que les tribunaux ont fait d'intéressantes applications. C'est ainsi qu'il a été jugé que la communication d'un imprimé faite par son président aux divers membres de la plus vieille des corporations de métier de Berlin ne constituait pas une propagation, en raison des rapports d'une nature particulière qui existent entre les membres d'une même corporation, tandis que la communication d'un ouvrage faite par un simple particulier aux membres de la Chambre prussienne doit être considérée comme une propagation, aucun

lien n'existant entre un simple particulier et les députés prussiens.

E) *Personnes participant à la confection de l'imprimé.* — La doctrine allemande classe les différentes personnes qui participent à la confection d'un imprimé en celles qui prennent part à l'élaboration de la pensée, du contenu, et celles qui prennent part à l'achèvement de l'imprimé proprement dit, qu'on appelle aussi *corpus*.

Les premières sont d'abord l'auteur de l'écrit (Verfasser) c'est-à-dire celui qui a mis sa pensée par écrit ; ensuite le publicateur (Herausgeber), c'est-à-dire celui qui, seul ou en collaboration, prépare et met en ordre pour l'impression, son propre ouvrage ou l'ouvrage d'un autre. En matière de presse périodique, le publicateur prend une importance particulière, car il s'appelle alors rédacteur ; enfin l'envoyeur (Einsender), c'est-à-dire celui qui, dans la presse périodique comme dans la presse non périodique, se charge d'envoyer à l'éditeur l'ouvrage qui a été écrit non par lui, mais par un autre.

Quant aux personnes qui concourent à l'impression et à la propagation du corpus, de l'imprimé, proprement dit, elles sont au nombre de trois, à savoir : l'éditeur, c'est-à-dire celui qui fait paraître l'ouvrage, qui se charge de sa reproduction à un certain nombre d'exemplaires, et s'occupe de les écouler ; l'imprimeur, c'est-à-dire le possesseur ou

détenteur à un titre quelconque de l'atelier où l'impression a lieu ; enfin le libraire, c'est-à-dire la personne qui vend l'imprimé au public.

Comme l'on voit, le colporteur ne figure pas dans cette énumération. En effet, en droit allemand, le colportage est réglementé par des dispositions particulières, entièrement étrangères à la loi d'empire sur la presse.

CHAPITRE II

La Police de la Presse Dispositions communes à la presse périodique et à la presse non périodique

A) *Exercice des professions d'imprimeur et de libraire.* — Les professions se rattachant à la presse, comme celles d'imprimeur et de libraire, sont soumises aux dispositions du règlement impérial sur l'exercice des métiers (Reichsgewerbeordnung) du 21 juin 1869, remanié en 1883 et en 1891.

Aux termes de ce règlement (art. 14) quiconque veut exercer un métier sédentaire doit faire connaître à l'autorité compétente dans quelle commune il s'installe. La déclaration doit comprendre le nom du déclarant, la profession qu'il va exercer, et la commune où se trouvera son établissement. Mais, en plus de ces trois indications, les personnes désirant exercer une profession se rattachant à la presse doivent faire connaître l'emplacement du local où la

profession sera exercée, autrement dit leur adresse complète.

D'après la Reichsgewerbeordnung, les professions se rattachant à la presse sont celles « d'imprimeur, de lithographe, de libraire, de marchand d'estampes, de bouquiniste, de marchand de livres, de journaux, d'images, et de prêteur de livres ». Cette énumération est considérée comme limitative. Par conséquent les industries qui n'y sont pas comprises, même si elles travaillent exclusivement pour la presse, comme celle des fondeurs de caractères, sont dispensées de donner l'indication de leur adresse complète.

Tout ceci revient à dire que les industries de la presse sont encore soumises en Allemagne à la formalité de la déclaration préalable, supprimée chez nous par la loi de 1881. Mais empressons-nous d'ajouter que c'est là la conséquence d'une mesure générale commune à toutes les professions et non d'une mesure spéciale de la presse. Et reconnaissons que l'obligation imposée aux industries qui se rattachent à la presse de déclarer d'une façon complète l'adresse de l'établissement où la profession sera exercée ne saurait constituer une mesure d'exception bien gênante, ni bien rigoureuse. Elle l'est d'autant moins que l'administration ne peut prétexter, pour interdire l'exercice d'une de ces professions se rattachant à la presse, que la déclaration réglementaire a été omise ou faite incomplètement, car le fait de n'avoir

pas produit sa déclaration ou de ne l'avoir produite qu'incomplètement est simplement puni d'une amende. Ceci montre bien que la déclaration prescrite par le Reichsgewerbeordnung n'a rien de commun avec une véritable autorisation.

B) *Dispositions communes à tous les imprimés.* — Tout imprimé paraissant dans le ressort d'application de la loi doit porter le nom et l'adresse de l'imprimeur, et, s'il est destiné « à la librairie ou à la propagation par un autre moyen », il doit porter en outre le nom et l'adresse de l'éditeur (art. 6 de la loi de 1874). Quant aux ouvrages publiés sans intermédiaire, c'est-à-dire imprimés et édités directement par l'auteur, ils doivent être revêtus du nom de leur auteur (même article).

Ces prescriptions s'appliquent à tous les imprimés paraissant dans les limites de l'empire allemand, mais pas à ceux qui, ayant paru à l'étranger, sont introduits ensuite en Allemagne. Parmi ces imprimés parus en Allemagne, il y a lieu, aux termes de l'article 6 de distinguer les imprimés « destinés à la librairie ou à tout autre mode de propagation » et ceux qui ne le sont pas. Nous venons de voir en effet que la loi astreint les premiers à porter, en plus du nom de l'imprimeur, le nom de l'éditeur, tandis qu'elle autorise les seconds à ne porter que le nom de l'imprimeur. La question se pose donc de savoir ce qu'il y a lieu d'entendre par ces mots « tout

autre mode de propagation ». En particulier doit-on considérer de la même manière la propagation faite par des professionnels et celle faite par des non-professionnels ? Sur ce point, les commentateurs sont partagés. Il semble pourtant que les travaux préparatoires de la loi donnent raison à ceux qui prétendent que seule la propagation ayant un caractère professionnel, commercial, crée l'obligation d'indiquer les noms de l'imprimeur et de l'éditeur sur l'imprimé. Cette opinion conduit à admettre que les diverses brochures envoyées par une société à ses actionnaires (comptes rendus des assemblées, rapport des commissaires des comptes, etc.) ne sont pas tenus de donner le nom de l'éditeur, leur propagation n'étant pas assurée par des professionnels.

L'imprimeur, ou l'imprimeur et l'éditeur, suivant le cas, doivent indiquer leur nom et leur adresse d'une façon exacte et claire, en prenant leurs précautions pour qu'aucune erreur ou méprise ne soit commise. Les noms d'emprunt ou pseudonymes sont interdits, quand bien même la personne en question ne serait connue du public que sous ce nom d'emprunt. Pourtant la loi admet qu'on puisse donner, au lieu du nom de l'éditeur ou de l'imprimeur, la raison sociale, à condition qu'elle ait été inscrite au registre de commerce, dont la tenue est prescrite auprès de chaque tribunal de commerce, et qui contient tous les renseignements relatifs à l'éta-

blissement des entreprises commerciales, à la constitution des sociétés et à leur dissolution, etc. (art. 8 à 16 du Code de commerce).

C) *Exception à la règle.* — Dans son article 6, § 2, la loi de 1874 excepte un certain nombre d'imprimés de la règle posée dans son paragraphe 1. C'est ainsi que les « bulletins de vote destinés aux élections publiques et d'une façon générale tous les imprimés servant aux besoins du commerce, de l'industrie, de la vie domestique et de la vie sociale » sont dispensés de l'indication du nom de l'imprimeur et de l'éditeur. On voit par cette énumération que le nombre des imprimés bénéficiant de la dispense est bien plus nombreux en Allemagne que chez nous. En France, aux termes de la circulaire du 16 juin 1830, l'ouvrage dispensé de donner le nom de son imprimeur et communément appelé « bilboquet » est « un ouvrage imprimé pour le compte de l'administration ou destiné à des usages privés, et non susceptible d'être répandu dans le commerce ». Seuls les imprimés relatifs à des convenances de famille, de société ou à des intérêts privés répondent aux conditions exigées. En Allemagne, au contraire, on a considéré que la loi de 1874 n'a voulu, dans son article 6, ne donner que quelques exemples et n'a nullement songé à faire une énumération limitative. En conséquence on a étendu dans une très large mesure la faculté laissée par la loi aux for-

mulaires, listes de prix et cartes de visite (art. 6, § 2) et l'on en a fait bénéficier toutes sortes d'autres ouvrages, tels que prix courants, lettres de voiture et d'avis, bulletins de caisse, feuilles de cours, factures, relevés de comptes, lettres de faire-part, catalogues, etc.

Ainsi en appliquant le paragraphe 2 de l'article 6 moins dans sa lettre que dans son esprit, qui est de ne pas imposer de formalités inutiles à des ouvrages qui, en raison de leur nature, ne sauraient faire un mauvais usage de la liberté qui leur est laissée, on a donné à ce paragraphe une interprétation vraiment large.

D) *Interdiction faite à la presse d'insérer certaines matières.* — Il n'est pas permis à la presse allemande de faire appel à la générosité du public pour acquitter le montant des amendes ou des frais compris dans une condamnation pénale, de même qu'il lui est interdit de publier des reçus ou accusés de réception de sommes envoyées dans le même but (art. 19 § 1).

Les motifs de ces interdictions sont faciles à distinguer. En effet, bien qu'il ne soit pas interdit de venir en aide à un condamné qui ne peut acquitter le montant de son amende ou de ses frais en lui fournissant les fonds nécessaires, le législateur allemand a estimé qu'un appel lancé publiquement dans le but de réunir ces fonds serait un manquement au

respect dû à la chose jugée, puisqu'il engagerait en quelque sorte le public à désapprouver et à blâmer la condamnation prononcée. Il a pensé en outre que les reçus ou accusés de réception de sommes recueillies dans la même intention constitueraient une invitation détournée à verser de nouvelles sommes, et qu'à ce titre ils devaient être interdits également.

Pour qu'un appel dans le but d'engager le public à souscrire pour payer une amende ou les frais d'une condamnation pénale tombe sous le coup de l'interdiction de l'article 16, il faut qu'il ait un caractère vraiment public, c'est-à-dire qu'il soit porté à la connaissance d'un nombre indéterminé de personnes et qu'il soit publié dans un imprimé, périodique ou non. Il en résulte que des discours faits à haute voix dans un lieu public, ou des appels adressés verbalement au public pour l'engager à souscrire ne sont pas interdits par la loi de 1874, puisque, n'étant pas contenus dans un imprimé, ils ne sont pas des délits commis par la voie de la presse. De même n'est pas interdite, en raison de son caractère confidentiel, une invitation à souscrire circulant à titre privé, dans un cercle de personnes déterminées, même si cette invitation est imprimée (conf. art. 40 loi française de 1881).

Remarquons enfin, avant de quitter ce sujet, que seule l'invitation à souscrire pour acquitter des amendes ou des frais de justice est interdite, mais

qu'il n'est pas défendu d'engager le public à verser son argent pour subvenir aux besoins de la famille du condamné ou pour payer les dommages-intérêts qui lui incombent.

Une autre interdiction est faite à la presse par l'article 17 de la loi de 1874. Cet article défend de publier les actes d'accusation des procès criminels et d'une façon générale toutes les pièces ayant un caractère officiel et se rapportant à des procès de cette sorte. L'interdiction ne prend fin que le jour où ces actes ou ces pièces sont produits aux débats, ou le jour où l'affaire est close. Par conséquent, dans les affaires qui durent plusieurs jours ou plusieurs semaines, la presse peut publier au jour le jour les pièces produites aux débats (conf. art. 38 de la loi française de 1881).

Comme l'indiquent les motifs de la loi, l'interdiction de l'article 17 a été inspirée par un légitime désir d'assurer l'indépendance d'esprit la plus complète non seulement aux juges et aux jurés, mais encore aux témoins et aux experts.

Le texte ne vise naturellement que les informations non officielles. Il ne s'applique pas aux communiqués officiels qui peuvent être faits à la presse, ni aux comptes rendus des débats des procès criminels. Ces comptes rendus peuvent être publiés, sans exception, ni réserve, mais leur contenu engage la responsabilité de leur auteur d'après les règles du

droit commun, chaque fois qu'on peut y relever les caractères légaux d'une infraction. « Car, dit Delius, un des commentateurs de la loi, s'il est vrai que la publicité des débats, garantie d'une bonne justice, est nécessaire et permise, elle ne saurait donner le droit de publier impunément tout ce qui se dit dans les prétoires. Une liberté sans limites aboutirait à d'inadmissibles conséquences. Par exemple, en matière de diffamation, le compte rendu des débats en donnant à l'acte délictueux une publicité plus grande peut-être que celle qu'il avait tout d'abord, ne ferait qu'aggraver l'atteinte portée à l'honneur ou à la réputation du diffamé. »

Ainsi la loi allemande ne renferme pas l'équivalent de notre article 39, § 1, qui interdit la publication des comptes rendus des procès en diffamation où la preuve des faits diffamatoires n'est pas autorisée. En Allemagne la presse est libre de rendre compte de tous les procès, mais cette liberté a pour corollaire la responsabilité pénale dans les termes du droit commun.

Il y a lieu de signaler ici que, contrairement à ce qui vient d'être exposé pour les comptes rendus des procès criminels, il existe certains comptes rendus qui jouissent d'une faveur particulière : ce sont les comptes rendus des débats du Reichstag, du Landtag et des Chambres législatives des Etats confédérés. L'article 22 de la Constitution impériale et l'article 12

du Code pénal soustraient ces comptes rendus à toute responsabilité, à condition qu'ils aient été faits de bonne foi, c'est-à-dire à condition qu'ils donnent, en dépit des coupures et omissions, une impression juste de l'ensemble.

CHAPITRE III

Dispositions particulières à la presse périodique

A) *Désignation d'un rédacteur responsable.* — Tout périodique, qu'il se présente sous la forme d'une feuille ou d'une brochure, doit porter sur chaque numéro le nom et l'adresse de son rédacteur responsable (art. 7 § 1). Ainsi la loi allemande, suivant en cela l'exemple de toutes les législations modernes, impose aux imprimés périodiques, en raison de leur mode particulier de publication, en raison aussi de leur plus grande facilité de diffusion et de l'influence qu'ils exercent, des règles spéciales, plus rigoureuses que celles auxquelles sont assujettis les autres imprimés.

Comme tout imprimé, le périodique devra d'abord indiquer le nom et l'adresse de son imprimeur et le nom et l'adresse de son éditeur. De plus il devra porter le nom et l'adresse de son rédacteur responsable.

Qu'est-ce donc qu'un rédacteur responsable ?

C'est ce que nous allons rechercher, car cette notion du rédacteur responsable, qui suscite tout naturellement dans notre esprit un rapprochement avec le gérant français, en est une qui mérite un examen étendu et approfondi.

Précisons d'abord en quoi consistent les fonctions de rédacteur responsable. — Le rédacteur responsable d'un périodique est en principe celui qui centralise les matières destinées au périodique, qui les revoit, les corrige et les envoie à l'impression. Ainsi le soin de rédiger ou mieux de composer des articles ne rentre nullement dans les fonctions habituelles du rédacteur responsable. S'il en rédige effectivement, il doit à cet égard être considéré comme un auteur ordinaire, et non comme faisant acte de rédacteur responsable.

Ainsi le rôle du rédacteur responsable est de prendre connaissance de toutes les matières destinées au périodique. Il s'ensuit qu'il est de son devoir d'empêcher de paraître toute matière ayant un caractère délictueux. Si, méconnaissant cette obligation, le rédacteur responsable a laissé passer un article ou un passage tombant sous le coup de la loi pénale, il s'est en quelque sorte associé au délit commis. Partant de cette idée, le législateur allemand a décidé que le rédacteur responsable d'un périodique serait pénalement responsable de toutes les infractions commises par ce périodique.

Or, étant donné que le rédacteur responsable a un certain nombre de fonctions nettement définies, la question se pose de savoir, dans les cas où la personne désignée comme rédacteur responsable sur le périodique n'est pas celle qui en a rempli les fonctions, laquelle des deux doit répondre des infractions commises par le périodique. La loi est muette à cet égard et parmi les commentateurs, trois opinions différentes se sont fait jour. Les uns disent : Le rédacteur responsable est la personne dont le nom a été mis sur le périodique. Les autres pensent que seule la personne qui a effectivement rempli les fonctions de rédacteur au moment de la préparation du numéro peut être considérée comme responsable. D'autres enfin prétendent que, pour être rédacteur responsable, il faut avoir été désigné sur le numéro et avoir effectivement rempli les fonctions de rédacteur responsable. Examinons ces trois opinions :

a) Schwarze et Loeni représentent le premier système. Ils considèrent que seule la personne qui a été désignée comme rédacteur responsable sur le périodique doit être considérée comme telle, sans qu'il y ait lieu d'approfondir si elle a réellement rempli ce rôle ou non. D'après eux l'expression « rédacteur responsable » est un terme juridique qui peut ne correspondre à aucune situation de fait, à aucune fonction réelle remplie par l'intéressé au journal. « Le seul fait, disent ces auteurs, de consentir à être

désigné comme rédacteur responsable sur un numéro du périodique suffit à vous conférer cette qualité. » Ce système admet donc comme licite la désignation d'un « homme de paille » (Scheinredakteur) en qualité de rédacteur responsable et fait du rédacteur responsable allemand quelque chose de très semblable au gérant français, dont la désignation ne correspond pas non plus forcément à une fonction effective remplie au journal.

b) Hœnigmann et Bülow défendent le second système, d'après lequel le rédacteur responsable est celui, et celui-là seul, qui a réellement rédigé le numéro du périodique ou qui, tout au moins, aurait dû le rédiger en raison de la situation qu'il occupe. Bülow estime même que le fait de rédiger un numéro du périodique ne fait pas de vous le rédacteur responsable de ce numéro, si votre collaboration n'a été qu'occasionnelle. En effet, le véritable rédacteur responsable doit être quelque chose de plus qu'un collaborateur d'occasion. Il doit occuper sa place à poste fixe, la tenir du propriétaire du journal ou de celui au compte de qui le journal paraît, et il doit réunir en lui tous les devoirs et tous les droits que comporte sa situation. Ainsi, dans un périodique où il y a plusieurs rédacteurs, le responsable sera celui à qui le propriétaire du journal aura attribué cette qualité en lui donnant le droit et le devoir de contrôler et d'examiner les articles proposés et de refuser ceux dont

le contenu est susceptible de tomber sous le coup de la loi pénale. Ce qui d'ailleurs n'empêche pas qu'à côté et parallèlement à l'activité du rédacteur responsable puisse s'exercer une autre activité, qui est celle du rédacteur en chef, « *spiritus rector* », qui a la haute main sur tout le contenu du journal et qui examine les articles proposés non au point de vue pénal, comme le rédacteur responsable, mais au point de vue politique, social, économique ou simplement au point de vue de l'intérêt que présentent ces articles.

Ainsi, d'après ce second système, l'obligation de désigner un rédacteur responsable sur chaque numéro d'un périodique serait un dérivé de l'ancienne déclaration du rédacteur responsable à la police. Remarquons que ce système aboutit à cette conséquence singulière qu'il n'y a point « fausse déclaration », quand le nom porté sur le numéro du périodique est bien celui de la personne qui a été désignée par le propriétaire du périodique comme rédacteur responsable, quand bien même les fonctions de rédacteur responsable auraient été, pour le numéro en question, exercées par un tiers. Par contre il y a « fausse déclaration », si le numéro du périodique donne le nom d'une personne ayant rempli effectivement les fonctions de rédacteur, mais n'ayant pas été nommée à ce poste par le propriétaire du périodique.

c) Liszt, Koller et Cétker, représentants du troisième système, distinguent dans le concept de rédacteur responsable deux éléments, un élément de forme et un élément de fait.

α) Le rédacteur responsable doit être désigné nominativement sur le périodique. C'est cette désignation nominative qui lui confère la responsabilité. Sans désignation, pas d'imputabilité.

β) La personne désignée doit aussi avoir été le rédacteur véritable et doit avoir exercé le contrôle au point de vue pénal sur toutes les matières insérées au périodique.

Mais ce troisième système tombe de lui-même si l'on songe qu'un périodique qui désigne comme rédacteur responsable un homme de paille n'a en réalité aucun rédacteur responsable, puisque ni l'homme de paille, ni le rédacteur véritable ne réunissent les conditions requises par ce système pour être rédacteur responsable. Il y aurait là un moyen vraiment trop commode de tourner la loi et d'esquiver la responsabilité qu'elle a cherché à établir.

Les tribunaux, dans les rares jugements qu'ils ont rendus en cette matière, paraissent s'être ralliés au second système. Ainsi, dans son jugement du 21 juin 1892, le Tribunal d'Empire a admis que la qualité de rédacteur responsable s'acquerrait moins par la désignation nominative sur les numéros du périodique que par l'exercice effectif de la fonction de rédac-

teur. A l'appui de l'opinion qu'il consacre, ce jugement fait remarquer qu'il ne résulte pas du texte de la loi que le rédacteur responsable ne prend cette qualité qu'à partir du moment où il a été désigné nominativement sur le périodique. Bien plus, il semble que le législateur qui, d'une part, exige la désignation « du » rédacteur responsable, et non « d'un » rédacteur responsable, et qui d'autre part punit la fausse déclaration « du » rédacteur responsable, ait bien admis en principe que le rédacteur responsable existe comme tel avant le moment où son nom apparaît sur le périodique.

Conformément à ce jugement, il y a lieu de considérer comme rédacteur responsable du périodique la personne qui, au moment de la préparation de ce périodique, a réellement fait acte de rédacteur responsable, acte qui est le fondement même de sa responsabilité. La désignation de toute autre personne sur le périodique doit être traitée comme « fausse déclaration » au sens de l'article 18, § 2 et doit être sanctionnée par les peines portées à cet article. Néanmoins il ne faut pas perdre de vue que le but de la loi en exigeant la désignation d'un rédacteur a été de pouvoir, en cas de délit commis par la voie de la presse, se procurer immédiatement un responsable. Donc pour éviter que la mauvaise foi d'un périodique ne puisse mettre la loi en échec, dans le cas où le nom du rédacteur véritable ne

serait pas connu, on appliquera au rédacteur désigné la sanction motivée par le délit commis dans le périodique. Et il appartiendra à cet homme de paille s'il veut éviter la sanction qui le menace, de faire connaître le nom de la personne qui a effectivement rempli les fonctions de rédacteur. Ainsi c'est uniquement dans le cas où l'accusation ignore le nom du rédacteur responsable véritable qu'elle doit s'en tenir à la désignation faite sur le périodique et considérer celle-ci comme l'expression de la vérité.

B) *Pluralité de rédacteurs.* — Dans les grands périodiques, la tâche d'un rédacteur qui voudrait exercer sérieusement toutes les fonctions qui lui incombent serait au-dessus des forces d'un homme. Le travail ne peut se faire dans de bonnes conditions que s'il est divisé. Aussi la loi de 1874 a-t-elle admis, dans son article 7 § 2, qu'il pût y avoir pluralité de rédacteurs pour un même périodique. La seule condition qu'elle pose est que ces différents rédacteurs soient tous désignés nominativement.

La responsabilité qui incombe à ces différents rédacteurs n'est pas une responsabilité solidaire, mais une responsabilité partagée, chaque rédacteur ne répondant que de la partie du journal pour laquelle il a exercé ses fonctions.

Il faut donc que de la façon dont les rédacteurs sont désignés et nommés ressorte clairement de quelle partie du journal chacun d'eux est respon-

sable. Par exemple, la désignation pourra se faire de la façon suivante : (*Berliner Tageblatt*) :

Rédacteurs responsables :

pour la politique :.....	A
pour la chronique, les faits divers, les nouvelles judiciaires et le sport.....	B
pour les nouvelles commerciales.....	C
pour les annonces.....	D
pour le feuilleton.....	E
pour le reste du journal.....	F

Qu'advient-il quand le périodique n'a pas été complètement partagé entre les divers rédacteurs responsables ? Un jugement du Tribunal d'empire, en date du 24 mars 1892, considère que dans un cas semblable la désignation d'un certain nombre de rédacteurs est inopérante, même à l'égard des parties pour lesquelles une responsabilité a été prise sans aucune espèce de doute ni de contestation possible. Le périodique devrait par conséquent être traité comme s'il n'avait désigné aucun rédacteur responsable. Mais les commentateurs sont presque tous d'avis que la solution du Tribunal d'empire est inadmissible, aussi bien dans son principe que dans ses conséquences. Ils estiment en effet que toute prise de responsabilité par un rédacteur est une déclaration de volonté (*Wielenserklärung*), ayant force obligatoire à l'égard du déclarant. « Peut-on admettre,

demande Oetker, que la force obligatoire de cette déclaration de volonté, puisse dépendre de la validité et de l'exactitude des autres déclarations de volonté, faites en même temps. Certainement non. Une déclaration de volonté engage son auteur, si elle est valable, et le vice d'une autre déclaration de volonté dont elle ne dépend pas, ne saurait l'affecter. » Par conséquent il y a lieu de considérer qu'un périodique qui a désigné ses rédacteurs responsables d'une façon incomplète s'est conformé aux prescriptions de la loi dans la mesure où la responsabilité a été assumée et qu'il doit être traité dans cette mesure comme un périodique ayant un rédacteur responsable. C'est seulement pour la partie pour laquelle aucune responsabilité n'a été prise, que ce périodique doit être traité comme s'il n'avait pas de rédacteur responsable.

C) *Qui peut être rédacteur responsable?* — Aux termes de l'article 8 de la loi de 1874, les conditions à remplir pour être valablement désigné comme rédacteur responsable d'un périodique sont les suivantes :

α) Etre capable. Par conséquent une femme peut exercer les fonctions de rédacteur, à condition qu'elle jouisse de sa pleine capacité ;

β) Jouir de ses droits civiques, tels qu'ils sont déterminés aux articles 32 à 37 du Code pénal ;

γ) Avoir son domicile ou sa résidence habituelle dans l'empire, sans qu'il soit nécessaire d'être sujet allemand

Aucune autre condition n'est requise. Par conséquent le rédacteur responsable peut être professionnellement incapable, il peut même être complètement ignorant : sa désignation n'en est pas moins valable. En aucun cas le rédacteur responsable ne pourra, s'il est poursuivi, se retrancher derrière son incapacité professionnelle ou son ignorance manifeste pour échapper aux conséquences de ses actes.

D'ailleurs le rédacteur responsable n'a pas, au moment où il prend ses fonctions, à apporter la preuve qu'il remplit les conditions requises. Il n'a aucune déclaration à faire, ni aucune justification à fournir. C'est seulement si l'on vient à s'apercevoir que les conditions exigées ne sont pas remplies que des poursuites pourront être intentées à la fois contre l'éditeur du périodique et contre le rédacteur responsable qui seront considérés comme co-auteurs.

D) *Obligations de l'éditeur du périodique.* — La désignation d'un rédacteur responsable n'est pas la seule obligation que la loi impose aux périodiques. Il y en a plusieurs autres, dont l'une incombe à l'éditeur, les autres au rédacteur responsable. Nous allons les examiner successivement.

Dans son article 9, la loi de 1874 prescrit à l'éditeur de tout périodique de déposer, dès que la distribution ou l'envoi commence, deux exemplaires gratuits à la police du lieu de l'édition, qui délivre un reçu sans délai.

Cette obligation du dépôt ne s'applique qu'aux périodiques, et ne doit pas être confondue avec l'obligation faite aux éditeurs d'imprimés non périodiques de déposer également un certain nombre d'exemplaires de leurs ouvrages.

Les différences entre les deux sortes de dépôt sont les suivantes :

1° Les exemplaires à déposer dans le premier cas s'appellent *Pflicht-exemplare* (exemplaires exigibles); dans le second cas ils s'appellent *Frei-exemplare* (exemplaires gratuits);

2° Le dépôt des exemplaires exigibles en matière de presse périodique est réglementé pour tout l'empire par l'article 9 de la loi de 1874, sans qu'aucune dérogation ou aggravation puisse être apportée à cet article par les législations particulières. Au contraire le dépôt des exemplaires gratuits est régi par les législations particulières des états, et est l'objet de dispositions très variables. C'est ainsi que la Prusse exige deux exemplaires un pour la Bibliothèque royale, et un pour la Bibliothèque de la province, tandis qu'un certain nombre d'états et villes libres, parmi lesquels on peut citer la Saxe, le Brunswick, Bade, Brême, etc., ne demandent à leurs éditeurs aucun exemplaire gratuit.

3° Le dépôt des exemplaires gratuits est une coutume qui remonte à l'époque des concessions et privilèges de presse, et qui a pour but de doter les

bibliothèques et établissements d'enseignements de tous les ouvrages qui paraissent. Le dépôt des exemplaires exigibles a été créé pour rendre plus facile et plus efficace la surveillance de la presse périodique, surveillance qui, en raison du caractère instable et fugitif de certaines feuilles, risquerait d'être très incertaine, dans certains cas même impossible. Le dépôt des exemplaires exigibles, en même temps qu'il rend possible l'examen détaillé, avertit en temps utile l'autorité compétente de la publication de l'imprimé.

Le dépôt des exemplaires exigibles est une obligation qui incombe à l'éditeur ; c'est lui qui sera considéré comme responsable, que l'omission ait été son fait personnel ou celui d'une personne à son service. En aucun cas le rédacteur ou l'imprimeur ne peuvent être considérés comme responsables de cette omission.

La formalité doit être remplie, dit la loi, quand commence « la distribution ou l'envoi du périodique. » La distribution doit être considérée comme commençant au moment où l'on remet le premier exemplaire à un libraire ou à un marchand de journaux. Quant à l'envoi, il commence au moment où l'on remet le premier exemplaire à la poste. Cela revient à dire que les termes « distribution ou envoi » sont synonymes de « propagation. » C'est donc au moment où commence la propagation que les deux

exemplaires exigibles devront être déposés, mais dépôt et propagation sont deux choses absolument distinctes, et en aucun cas le dépôt ne peut être considéré comme un acte de propagation.

Le paragraphe 2 de l'article 9 exempte de la formalité du dépôt les périodiques ayant un caractère exclusivement scientifique, artistique, professionnel ou industriel, ces périodiques ayant été considérés par le législateur comme n'étant pas susceptibles de troubler la paix publique. Il est vrai qu'un périodique scientifique peut être amené à traiter toute espèce de sujets, religieux, politiques, sociaux, etc. Mais pour continuer à jouir de l'exemption du paragraphe 2, il devra traiter ces sujets en se plaçant à un point de vue exclusivement scientifique.

La jurisprudence et les commentateurs sont d'accord pour appliquer ce paragraphe 2 de l'article 9 d'une façon étroite et pour s'en tenir strictement à l'énumération faite par la loi qui ne parle que des périodiques scientifiques, artistiques, professionnels et industriels. Mais sous le terme très général de *Gerverbe* (profession) il ya lieu de comprendre non seulement le commerce et l'agriculture, mais encore les professions libérales.

E) *Obligations du rédacteur responsable d'un périodique.* — a) *Communiqués officiels.* — Le rédacteur responsable d'un périodique qui publie des annonces est tenu d'insérer dans un des deux premiers numéros

à paraître les communiqués officiels que lui envoie l'autorité. L'insertion est faite au tarif habituel des annonces.

La loi française de 1881 n'a pas maintenu à l'autorité le droit de faire passer des communiqués dans la presse. Le législateur français a craint que les abus auxquels ce droit avait donné lieu précédemment ne se renouvelassent. Et, d'autre part, il n'a pas voulu, dans une intention très libérale, faire à la presse une situation différente de celle des autres industries. En particulier, il n'a pas voulu faire d'elle un auxiliaire obligatoire du pouvoir : il lui a laissé sa complète indépendance vis-à-vis de l'Etat.

Le législateur allemand, au contraire, est parti de l'idée de toute puissance de l'Etat, et il a conclu à l'obligation pour la presse de servir les intérêts du pouvoir par les moyens dont elle dispose. Il a même employé, dans l'article 10, une expression vague, le terme « Bekanntmachung », qui peut signifier avis, information, communiqué, etc., et qui, en raison de son imprécision, ouvre très large la porte à l'immixtion administrative.

Tous les périodiques qui acceptent des annonces ou des insertions, sont astreints à l'obligation de l'article 10. C'est donc en vain que le rédacteur responsable alléguerait que le communiqué officiel qu'on lui envoie ne rentre pas dans le cadre du programme du périodique. D'autre part, toutes les

autorités publiques (administrations de l'empire, des états particuliers, des communes, etc.) ont le droit de s'appuyer sur l'article 10 pour obtenir l'insertion de leurs communiqués. La seule restriction est que l'insertion qu'elles demandent doit être de leur compétence. Par exemple, une autorité publique ne pourrait pas exiger en vertu de l'article 10 l'insertion d'un jugement de condamnation, bien que ce jugement ait donné à la partie lésée le droit de le publier dans la presse, parce qu'un jugement ne saurait être considéré comme un communiqué officiel.

Le refus d'insérer constitue une contravention, punie par l'article 19 d'une amende pouvant aller jusqu'à 150 marks et de détention simple (Haft) (1). Ce refus d'insérer peut être exprès ou tacite. Il est tacite quand les deux numéros qui suivent la demande d'insertion ont paru sans que le communiqué y ait été inséré. La contravention se trouve alors consommée par la publication du deuxième numéro.

Il y a encore lieu de signaler que l'article 10 contient deux dispositions particulières. La première est qu'il ne peut y avoir de poursuites ouvertes que sur plainte de la partie lésée, c'est-à-dire de l'autorité à qui une insertion a été refusée. La deuxième est que la bonne foi est admise comme cause de non culpa-

1. Haft, Emprisonnement de police : peine légère, non infamante, sans travail forcé, appliquée aux contraventions, et pouvant durer de un jour à six semaines.

bilité et doit entraîner l'acquiescement du rédacteur responsable. Par conséquent, en matière de convention à l'article 10, les juges doivent examiner d'abord objectivement si tous les éléments de l'infraction se trouvent réunis. Ils doivent ensuite envisager la question au point de vue subjectif, et rechercher si le rédacteur responsable n'aurait pas agi de bonne foi. Il va de soi que la bonne foi ne saurait résulter de l'ignorance du rédacteur quant à ses obligations ou quant à la sanction de la loi, l'ignorance de la loi ne pouvant en aucun cas être une cause de non-culpabilité. Mais une erreur commise sur la qualité de l'autorité qui a demandé l'insertion ou encore sur le caractère officiel du communiqué dont l'insertion a été demandée est considéré comme constituant la bonne foi, et évite toute condamnation au rédacteur responsable.

g) *Rectifications*. — Dans son article 11, la loi de 1874 ouvre un droit de rectification à toute personne, quelle qu'elle soit, qui a été désignée ou mise en cause dans un périodique. Elle donne à cette personne le droit d'envoyer une lettre rectificative, qui doit être publiée dans le périodique en question.

Ainsi la loi allemande ne fait pas, comme la loi française, une distinction entre le droit de rectification accordé aux fonctionnaires pour des actes de leur fonction inexactement rapportés, et le droit de réponse proprement dit ouvert à tout particulier.

La loi allemande ne connaît qu'un seul droit, qu'elle appelle « obligation de rectification » (*Berichtigungs-zwang*), et qu'elle ouvre à tous de la même façon. Comme on va le voir par la suite, ce « droit de rectification » diffère de notre « droit de réponse » en ce qu'il ne donne pas à la partie lésée la faculté de « répondre » par tous moyens jugés bons (réflexions, raisonnements, considérations d'ordre général, etc.), mais seulement celle de « rectifier » les faits inexac-tement rapportés.

Ce droit de rectification auquel le rédacteur responsable d'un périodique ne peut se dérober, procède de l'idée que toute personne mise en cause doit être entendue dans les mêmes conditions que celui qui l'a mise en cause, c'est-à-dire à la même place et par le même public. C'est l'application à la matière de la presse de *l'Audiatum et altera pars* ! Par conséquent il est clair que l'insertion de la rectification, ne peut en aucun cas diminuer ou dégager la responsabilité du rédacteur responsable qui a fait paraître un article dont le contenu est délictueux, par exemple un article diffamatoire. Sa responsabilité pénale reste entière.

Ceci dit, qu'appelle-t-on rectification ? Il y a rectification chaque fois qu'une personne désignée ou mise en cause dans un périodique affirme que les faits relatés sont inexacts. Il n'est pas nécessaire que cette personne expose de quelle façon les faits se

sont passés. Il n'est même pas nécessaire que la rectification qu'elle envoie soit conforme à la vérité. Bien plus, la personne qui use du droit de rectification n'a pas à apporter la preuve de ce qu'elle avance, et le rédacteur responsable ne peut rien lui demander dans ce sens. Car ce n'est pas à lui, rédacteur responsable, qui est partie au procès, mais au public, qu'il appartient d'apprécier et de se faire une opinion sur la vérité objective des faits contestés. Par conséquent le rédacteur responsable doit insérer sans y rien changer la rectification qui lui est envoyée, si celle-ci est conforme aux conditions imposées par la loi.

Comment et au profit de qui naît le droit de rectification ? Il y a lieu à rectification chaque fois qu'un « fait » relaté ou mentionné dans un périodique met en cause un fonctionnaire ou une personne privée.

Ainsi il faut qu'il y ait d'abord un fait (Tatsache), un fait que le périodique peut affirmer ou mettre en doute, mais qui soit un fait perceptible par les sens, un fait relevant du monde extérieur. Un fait intime, un phénomène du monde intérieur (innere Tatsache), qui n'est par conséquent pas perceptible par les sens, ne peut être considéré comme le « fait » exigé par la loi. C'est ainsi que les jugements, les opinions, les raisonnements, et d'une façon générale toutes les créations de l'esprit ne sont pas des « faits ». Prenons par exemple les critiques portées sur des œuvres scientifiques ou artistiques, ou les appréciations sur

les événements de la vie publique. Ces critiques et ces appréciations sont des créations de l'esprit ; elles ne constituent pas des « faits » au sens que la loi donne à ce mot. Par conséquent, elles n'ouvrent pas le droit de rectification aux personnes qui se considèrent comme mises en cause. Le droit de réponse des auteurs d'ouvrages littéraires, artistiques ou scientifiques, droit que notre Cour de cassation proclame intangible, n'existe donc pas en Allemagne. Tout ce que peut faire un auteur allemand, à qui, comme nous venons de le dire, le droit de rectification n'est pas ouvert pour répondre aux critiques dont son ouvrage a été l'objet dans la presse périodique, c'est de déposer contre le périodique en question une plainte en injure ou en diffamation, à condition naturellement que le contenu de l'article constitue un de ces deux délits.

Le « fait », tel qu'il a été défini plus haut, doit avoir été l'objet d'une information (Mitteilung) parue dans le périodique. Peu importe la partie du périodique où cette information a paru ; le droit de rectification est donné dans tous les cas, même si l'information a paru dans les annonces. Du moment que le fait a été publié dans le périodique, le droit de rectification est ouvert au profit de l'intéressé.

L'intéressé sera toute personne désignée ou mise en cause dans le périodique, que cette personne soit un fonctionnaire ou un simple particulier. La juris-

prudence allemande admet que le président d'une société peut agir en justice au nom de tous les membres de cette société, même si elle n'a pas la personnalité civile, prenant ainsi le contre-pied de notre point de vue français qui veut que, dans une association non dotée de la personnalité civile, chacun des membres dépose une plainte comme étant personnellement mis en cause.

Au surplus, il n'est pas nécessaire en droit allemand que la personne qui dépose une plainte ait été à proprement parler « attaquée » dans le périodique. Il n'est même pas nécessaire, si c'est par exemple d'un fonctionnaire qu'il s'agit, qu'elle soit nommée ou désignée d'une façon expresse. D'après la jurisprudence, le droit de rectification appartient à quiconque est « visé de près ou de loin dans le périodique et se trouve de ce fait avoir un intérêt à la rectification ». Cet intérêt peut être direct ou indirect, il n'importe, le droit de rectification est donné dans un cas comme dans l'autre. Par exemple, on doit considérer comme visé indirectement et de loin un parent, un tuteur, un patron ou un héritier de la personne directement mise en cause. On admet qu'un fonctionnaire peut également avoir un intérêt à faire paraître une rectification, soit pour sauvegarder l'honneur de sa fonction, soit pour protéger et défendre ses subordonnés.

A quelles conditions de forme et de fond doit

répondre la rectification ? La loi allemande impose à la rectification des conditions strictes, qui en limitent singulièrement la portée. Ces conditions sont au nombre de trois :

α) La rectification doit être signée ;

β) Elle ne doit rien contenir de délictueux. En effet, le rédacteur responsable qui, comme l'on sait, est responsable de tout ce qui paraît dans son périodique à quelque titre que ce soit, assume également la responsabilité des rectifications qui lui sont envoyées. Il est donc de son devoir de les examiner au point de vue pénal avant de les insérer, et il n'est pas douteux qu'il peut refuser d'insérer une rectification contenant, par exemple, une diffamation, soit que cette diffamation soit dirigée contre un tiers, soit qu'elle s'adresse à la personne même du rédacteur responsable ;

γ) La rectification doit s'en tenir à des articulations de faits. Ainsi, de même que seuls les faits peuvent être rectifiés, seuls des faits sont admis à l'appui de la rectification. Une rectification qui ne se borne pas à « rectifier » les faits, mais qui se livre à une critique du fond de l'article ne répond pas aux conditions imposées par la loi, et le rédacteur responsable peut la refuser. Mais, dans l'hypothèse où il est possible de séparer dans la réponse la rectification proprement dite des critiques, le rédacteur responsable devra-t-il faire ce partage ou refuser l'insertion du

tout ? L'opinion dominante, qui s'appuie sur le texte de la loi, est que le rédacteur responsable n'a pas le droit de faire cette disjonction, pour cette raison qu'aucune coupure, aucune omission ne lui est permise. Par conséquent il n'a le choix qu'entre deux solutions : publier la réponse dans son ensemble, malgré les critiques qu'elle contient, ou la refuser purement et simplement, en faisant valoir qu'elle n'est pas conforme à la loi.

Quant à la question de savoir si une assertion contenue dans la rectification envoyée au périodique constitue ou non un fait, c'en est une dont l'appréciation appartient le cas échéant aux tribunaux. Elle sera solutionnée en s'appuyant sur les principes qui ont été examinés plus haut, à savoir que seul sera considéré comme « fait » le phénomène se manifestant objectivement et susceptible de tomber sous les sens.

La rectification n'est astreinte par la loi allemande à aucune condition de temps. Le droit de la personne mise en cause subsiste donc pendant des années, et ne prend fin, suivant la plupart des auteurs, que le jour où l'intérêt de la rectification a complètement disparu.

Comment et quand doit être publiée la rectification ? La rectification qui répond aux conditions imposées par la loi doit être acceptée par le rédacteur responsable et publiée dans le premier numéro

à paraître après sa réception. Pourtant si le numéro à paraître est déjà entièrement prêt à passer sous la presse, c'est-à-dire s'il est déjà composé et mis en page, l'insertion de la rectification peut être remise au numéro suivant.

Le texte de la rectification doit paraître tel qu'il a été envoyé par l'intéressé, sans interpolation, ni coupure. Aucune modification, aucune division du texte, aucune interjection, comme « ah ! » ou « sic », aucun signe de ponctuation ne peut être introduit dans la rectification. Il y a là une prescription qui est de nature à sauvegarder dans une large mesure les droits de l'intéressé, et que pourtant notre loi de 1881 avait omis de mentionner. Cet oubli vient d'être réparé par la loi du 29 septembre 1919, portant modification des articles 13 et 34 de la loi de 1881.

D'ailleurs, en droit allemand comme chez nous, rien ne s'oppose à ce que le rédacteur responsable fasse suivre immédiatement la rectification d'une réponse, qui prend le nom de réplique. Cette réplique devra clore la discussion si elle se borne à revenir sur les faits déjà exposés, mais elle ouvrira à la personne mise en cause un nouveau droit de rectification (duplique), si elle contient l'articulation de faits nouveaux. La polémique pourra ainsi se prolonger, à condition qu'à chaque réponse du rédacteur elle soit alimentée par un ou plusieurs faits nouveaux.

L'insertion doit être faite dans la même partie du périodique et en mêmes caractères que l'article qui l'a motivée. De plus, si la rectification ne dépasse pas la longueur de cet article, elle doit paraître gratuitement. Quant aux lignes supplémentaires, s'il y en a, elles doivent être payées au tarif habituel des insertions. Supposons qu'une rectification plus longue que l'article qu'elle rectifie soit envoyée au périodique sans être accompagnée du prix d'insertion des lignes supplémentaires. Le rédacteur responsable peut-il réduire de sa propre autorité la rectification à la longueur de l'article, en supprimant, par exemple, la fin ? Certainement non. Mais il n'est pas non plus tenu d'insérer la rectification avant d'avoir reçu le prix des lignes supplémentaires. Il devra donc avertir sans délai la personne mise en cause et lui permettre de s'acquitter dans le moins de temps possible.

Il est certain que cette limitation de la longueur de la rectification est une mesure de nature à rendre très difficile, dans certains cas, l'exercice du droit conféré à l'intéressé. En effet, il n'est pas rare qu'on doive répondre par un long article à une attaque qui tient en quelques lignes, et que, pour expliquer une information volontairement erronée, il soit nécessaire de remonter à l'origine de l'affaire. (V. sur ce point la loi du 29 sept. 1919, portant modification des art. 13 et 134 de la loi de 1881, et

limitant également les réponses à la longueur des articles qui les auront provoquées). De plus, la question de savoir si oui ou non la rectification dépasse la longueur de l'article qui l'a motivée en est une assez épineuse et qui semble bien faite pour soulever des difficultés entre la presse et les réclamants, jaloux tous deux de ce qu'ils appellent « leur droit d'attaquer et de rectifier ».

Mais cette limitation de la longueur de la rectification n'est encore pas la mesure la plus critiquable de tout ce système allemand du droit de réponse. L'obligation faite à la personne mise en cause de s'en tenir dans sa rectification à des faits matériels semble paralyser d'une façon beaucoup plus grave la liberté de la défense. Car une justification qui doit se borner à relever des faits et ne peut leur opposer que d'autres faits est une arme bien faible contre des sous-entendus perfides ou des insinuations malveillantes, qui sont peut-être plus redoutables qu'un exposé de faits précis et qui ne tombent sous le coup d'aucun article du Code pénal. Si l'on ajoute à cela que le périodique peut, avec un peu d'habileté, rendre très suspecte la réforme de l'intéressé, par exemple en annonçant tout de suite après la rectification qu'il se réserve de faire la preuve de ce qu'il a avancé, promesse qu'il ne tient naturellement que dans la mesure où il peut le faire, on conviendra que la situation faite par la loi de 1874 à la personne

mise en cause dans un périodique est loin de lui être entièrement favorable.

Elle l'est d'autant moins que cette personne n'est jamais sûre de voir paraître sa rectification en temps voulu. Outre les contestations qui peuvent s'élever sur la longueur de la rectification, ou qui peuvent naître du fait que le rédacteur responsable prétend que l'intéressé ne s'est pas conformé à la loi, la rédaction du périodique a encore un moyen très simple de ne pas insérer la rectification dans le premier numéro à paraître. C'est de laisser composer entièrement ce numéro et de remettre la rectification à plus tard, en alléguant que celle-ci n'est pas arrivée en temps voulu. De cette façon, il peut arriver que la rectification ne paraisse que quand elle est devenue inutile. C'est ce qui se produit dans le cas où l'article auquel il est répondu attaque une personne se présentant à une élection et où la réponse n'est insérée qu'après la clôture du scrutin.

Ainsi, il n'est pas douteux que dans son ensemble la réglementation de la loi de 1874 impose aux personnes mises en cause dans la presse des conditions trop rigoureuses, qui risquent dans la plupart des cas de rendre l'exercice du droit de rectification absolument inopérant.

F. — *Exceptions aux règles exposées ci-dessus.* — La loi allemande admet deux exceptions aux règles qu'elle impose aux éditeurs et aux imprimeurs et

qui ont fait l'objet des paragraphes précédents.

La première de ces exceptions concerne les imprimés publiés par les administrations de l'empire, des états particuliers et des communes, ainsi que ceux émanant du Reichstag et des assemblées législatives des états confédérés, à la condition pourtant que ces imprimés ne contiennent que des matières ayant un caractère officiel. Ils sont alors dispensés de toutes les prescriptions édictées par les articles 6 à 11 de la loi de 1874 (art. 12).

La deuxième exception s'applique aux feuilles d'informations ou de dépêches, paraissant périodiquement et uniquement destinées aux salles de rédaction. Ces feuilles de dépêches ne sont pas astreintes à l'observation des prescriptions imposées aux périodiques, mais elles doivent, comme les imprimés non périodiques, porter les noms et adresses de l'éditeur et de l'imprimeur. Au point de vue de la responsabilité de leur contenu, elles sont soumises aux mêmes règles que ces imprimés (art. 13).

G) *Dispositions particulières à la presse étrangère.* — L'article 14 de la loi de 1874 renferme une disposition particulière aux périodiques étrangers. Cet article dispose : 1° que tout périodique étranger qui a été, dans le cours de l'année, l'objet de deux condamnations entraînant pour lui, à titre de peine principale ou de peine accessoire, la destruction de tous ses exemplaires (art. 41 et 42 du Code pénal)

peut-être interdit en Allemagne ; 2° que cette interdiction doit être prononcée par le chancelier de l'Empire ; 3° qu'elle doit l'être dans un délai maximum de deux mois à dater du jour où le deuxième jugement est devenu définitif ; 4° qu'elle doit être portée à la connaissance du public par un avis inséré au moniteur de l'Empire ; 5° qu'elle ne peut durer plus de deux années. Pour savoir dans quels cas la destruction des exemplaires d'un périodique peut avoir lieu, il faut se reporter aux articles 41 et 42 du Code pénal. Ces articles disposent que, pour toute infraction commise par la voie de la presse, que cette infraction constitue un crime, un délit ou une contravention, qu'elle ait été commise au mépris d'une disposition de la loi ou au mépris d'un règlement de police, le juge peut prononcer la destruction de tous les exemplaires de l'imprimé incriminé, ainsi que celle des clichés et planches ayant servi à son impression. Cette mesure peut être prise à titre accessoire, comme complément de la peine prononcée contre l'auteur principal, ou à titre principal, quand il n'a pas été possible de retrouver ou de juger les coupables.

Il n'est peut-être pas superflu de faire observer que cette mesure d'interdiction d'un périodique pendant deux ans au plus ne s'applique qu'à la presse étrangère. Un périodique allemand ne peut pas être interdit, quelle que soit l'infraction commise par lui.

CHAPITRE IV

Régime exceptionnel de la presse

Le régime habituel de la presse est susceptible de subir des modifications dans certaines circonstances de temps et de lieu.

C'est ainsi que la loi de 1874 donne au gouvernement la faculté de restreindre ou même de supprimer les libertés concédées à la presse, chaque fois que l'intérêt général ou l'ordre public l'exigent. Ces restrictions, qui sont contenus dans les articles 15 et 30 de la loi, peuvent se présenter soit sous la forme de mesures limitant la liberté d'information, soit sous celle de dispositions limitant ou suspendant la liberté même de la presse.

A) *Restrictions à la liberté d'information.* — En temps de guerre ou en temps de danger de guerre, le chancelier de l'empire a le droit d'interdire toute information concernant les mouvements de troupes ou les moyens de défense de l'armée allemande.

L'état de guerre commence quand une déclaration de guerre a été faite soit par l'empire à une puissance

étrangère, soit par une puissance étrangère à l'empire, ou quand des actes d'hostilité ont été commis sans déclaration de guerre préalable. Quant à l'état de danger de guerre (*Kriegsgefahrzustand*), il prend naissance quand on peut s'attendre à une guerre avec une puissance étrangère. C'est au chancelier de l'empire qu'il appartient de faire connaître publiquement l'existence de cet état de danger de guerre.

B) *Limitation ou suspension de la liberté de la presse.* — Indépendamment de ce qui vient d'être dit au sujet de la publication des nouvelles militaires, la suspension de la liberté de la presse peut être prononcée dans deux cas distincts :

1° Dans le cas de guerre déclarée ou d'état de siège;

2° Dans le cas de danger de guerre ou d'émeute.

1° La liberté de la presse peut être suspendue en cas de guerre par application de l'article 68 de la Constitution de l'empire. Cet article 68 renvoie, en ce qui concerne les dispositions de détail, à l'article 5 de la loi prussienne du 4 juin 1851. Or ces deux articles ne s'accordent pas de façon parfaite. C'est ainsi que l'article de la constitution de l'empire semble conçu dans des termes beaucoup plus larges que celui de la loi prussienne. En présence de cette divergence, la doctrine a décidé que c'est à l'article de la Constitution de l'empire, dont la portée d'application est plus grande, qu'il y a lieu de se conformer. Il faut donc admettre que l'état de guerre ou

de siège peut être proclamé non seulement, comme l'exige la loi prussienne, quand la guerre est déclarée ou que l'émeute a éclaté, et non seulement dans les provinces menacées par l'ennemi ou par un danger imminent, mais encore chaque fois que « la tranquillité publique est menacée ».

Les libertés accordées à la presse peuvent, dans un cas pareil, être suspendues en tout ou en partie, mais, de toute façon, il appartient au chancelier de l'empire de s'exprimer clairement et de faire connaître quelles libertés sont suspendues. Car la suspension ne saurait jamais résulter *ipso facto* de la proclamation de l'état de guerre ou de l'état de siège. D'ailleurs le gouvernement n'est pas tenu quand il suspend les libertés de la presse, de faire connaître à quel régime celle-ci va être soumise. Il peut se contenter de suspendre l'application de l'article 1 de la loi de 1874, et cette suspension ouvre le champ le plus vaste à toutes les mesures d'exception. C'est aux autorités civiles, ou, en cas de guerre, aux autorités militaires qu'il appartient alors de prendre les mesures qu'elles jugent utiles, telles que rétablissement de la censure, suppression de certains journaux, ou même de tous les journaux, etc. ;

2° La liberté de la presse peut encore être restreinte ou suspendue dans le cas de danger de guerre ou de troubles intérieurs. Mais, pour ces deux éventualités, il n'existe pas de dispositions d'ordre général. Les

lois et règlements en vigueur dans les différents états ont été respectés par la loi de 1874, et ce sont encore aujourd'hui ces dispositions particulières qui règlent la matière.

CHAPITRE V

Responsabilité pénale en matière d'infraction de police de presse

L'infraction qui résulte de la forme, du corpus d'un imprimé n'est pas un délit de presse, ni un délit commis par la voie de la presse : c'est un délit ou une contravention de police de presse. C'est ainsi que les infractions aux articles 6, 7, 9, 10, 11, 14 et 17 de la loi de 1874 sont des infractions de police de presse, qui sont réprimées par les articles 18 et 19 de la même loi, l'article 18 visant les faits qualifiés délits, et l'article 19 ceux qui sont qualifiés contraventions.

En ce qui concerne les règles d'imputabilité à appliquer en matière d'infraction de police de presse, il est admis que tant qu'on ne se trouve pas en présence d'une dérogation formellement voulue par la loi, on doit s'en tenir strictement aux principes du droit pénal commun. Par conséquent toute infraction de police de presse devra, pour être punissable, réunir les trois éléments habituels qui sont : l'illéga-

lité de l'action du côté objectif, l'imputabilité du côté subjectif, enfin une relation de cause à effet entre l'action commise et le résultat final.

On sait que les deux formes de l'imputabilité sont l'intention et la faute ou imprudence. L'intention (*Vorsatz*) est la connaissance, accompagnant l'acte volontaire, de toutes les circonstances de fait rentrant dans le fait prévu par la loi. L'imprudence (*Fahrlässigkeit*) est la non-prévision du résultat à prévoir au moment où la manifestation de volonté se produit, lorsque l'auteur aurait dû et pu prévoir ce résultat (*von Liszt*). Ainsi, l'action est intentionnelle quand, lors de la manifestation de volonté, le résultat était prévu. Elle est imprudente lorsque le résultat non désiré n'était pas prévu, bien qu'il eût dû et pu l'être. Un de ces deux aspects de l'imputabilité doit nécessairement se trouver dans l'infraction de police de presse, comme dans toutes les infractions de droit commun. Donc lorsque, dans une espèce, l'on ne rencontre pas l'imputabilité sous une de ses formes, on ne peut dire que l'auteur de l'acte a commis une infraction de police de presse. Car, admettre qu'il peut exister une infraction sans un élément subjectif de culpabilité serait porter atteinte non seulement aux principes fondamentaux du droit pénal, mais encore offenser gravement la logique. Et l'on ne peut que s'élever contre la pratique des tribunaux qui, d'après *Liszt*, n'hésitent pas à mécon-

naître ces grands principes chaque fois qu'ils les trouvent gênants.

Après ce qui vient d'être dit, on comprendra combien est inexacte cette phrase, que beaucoup répètent, que dans les délits de presse toute infraction entraîne une sanction pénale, sans que « l'existence d'une intention de nuire particulière » soit nécessaire. On doit au contraire rechercher, tant dans la lettre que dans l'esprit de la loi, tout à fait, par conséquent, comme dans le droit pénal ordinaire, si pour chacun des délits de police de presse réprimés par l'article 18 la loi fait tomber sous le coup des sanctions qu'elle édicte seulement la commission intentionnelle (*dolosa*) ou aussi la commission par faute ou imprudence (*culposa*).

En fait, la plupart des infractions de police de presse sont réprimées par la loi aussi bien dans le cas où elles ont été commises intentionnellement que dans celui où elles l'ont été par faute ou imprudence. Il en est ainsi en matière d'omission du nom de l'imprimeur, d'omission du nom du rédacteur responsable, de non-insertion d'une rectification.

Par contre, la publication par la voie de la presse d'actes de procédure de procès criminels est une infraction qui ne peut être commise qu'intentionnellement. De même l'intention est exigée en matière de fausse déclaration du nom de l'imprimeur, de l'éditeur ou du rédacteur responsable.

S'il s'agit de déterminer les responsables d'une infraction de police de presse, c'est dans la plupart des cas aux principes du droit commun qu'il y a lieu de se reporter. En effet, comme la loi n'a pas précisé qui doit être considéré comme auteur principal à l'égard de telle ou telle infraction, il appartient à l'accusation de rechercher cet auteur principal comme s'il s'agissait d'une infraction ordinaire. Et comme la loi n'a pas limité le cercle des personnes punissables, tout individu ayant participé à l'infraction et répondant aux conditions d'imputabilité telles qu'elles ont été précisées plus haut, peut être poursuivi comme auteur ou complice.

C'est ainsi que, dans le cas d'omission du nom de l'imprimeur ou de l'éditeur, il y a lieu de rechercher, pour lui appliquer la peine prévue, quelle est la personne qui a commis l'infraction. Naturellement on s'apercevra dans la plupart des cas que c'est l'imprimeur. Mais ce peut être aussi l'éditeur, par exemple dans le cas où l'imprimeur ignorait que l'ouvrage était destiné à être répandu dans le public. Il en est de même quand une fausse déclaration du nom de l'imprimeur ou de l'éditeur a été commise. Si c'est d'une fausse déclaration du nom du rédacteur responsable qu'il s'agit, la personne responsable peut être, suivant les cas, soit celle dont le nom a été faussement déclaré, soit le rédacteur véritable qui aurait dû mettre son nom, soit l'éditeur ou

l'imprimeur. Enfin en matière de publication d'actes de procédure de procès criminels, on doit considérer comme responsables celui ou ceux qui ont été les auteurs de la publication (correspondant du journal, rédacteur, éditeur, imprimeur), en appliquant les règles de droit commun sur la coaction et la complicité.

Cependant les principes du droit commun ne s'appliquent pas à trois infractions de police de presse pour lesquelles la loi a limité elle-même la responsabilité à certaines personnes qu'elle a désignées. Ces trois infractions sont : 1° la non-insertion d'un communiqué officiel dans un périodique ; 2° la non-insertion d'une rectification également dans un périodique ; 3° le défaut de dépôt des exemplaires exigibles. La loi a voulu que ce fût le rédacteur responsable seul qui fût responsable de l'insertion dans son périodique des communiqués officiels et des rectifications qui lui sont envoyés. De même elle a fixé que ce serait l'éditeur seul qui serait responsable du dépôt en temps voulu des exemplaires exigibles.

Dans ces trois derniers cas, il est certain que le cercle des responsables ne peut être étendu au delà des limites fixées par la loi, et seules les personnes qu'elle a elle-même désignées peuvent être poursuivies en qualité d'auteurs responsables.

CHAPITRE VI

Responsabilité pénale en matière de délit commis par la voie de la presse

A) *La notion du délit de presse en droit allemand.*

— Pendant les débats de la loi de 1874 au Reichstag, aucune discussion ne fut soulevée, soit de la part de la commission chargée de l'examen du projet, soit de celle de l'un des membres de l'assemblée, sur la question de savoir ce qu'est exactement un délit de presse. Le rapporteur ne fit même pas connaître quelle conception on avait eue de ce genre de délit au sein de la commission et quelles infractions particulières pouvaient être considérées comme des délits de presse. Bien plus : il semble qu'on ait intentionnellement évité l'emploi dans le texte de la loi du terme : délit de presse (*Pressvergehen* ou *Pressdelikt*), pour ne pas donner asile à une expression dont le sens n'était pas nettement établi. Et l'on a employé, dans les divers articles de la loi, des expressions qui, bien qu'ayant toutes le même sens, sont très différentes les uns des autres. C'est ainsi qu'on dit tantôt :

« responsabilité pour les infractions commises par la voie de la presse », tantôt (article 20) « responsabilité pour les actes dont le caractère délictueux repose sur le contenu d'un imprimé », tantôt (art. 21) « si le contenu d'un imprimé constitue le fait défini comme punissable », tantôt enfin (art. 22) « crimes et délits qui sont commis en publiant des imprimés dont le contenu est délictueux. »

De cette imprécision de termes et du silence des travaux préparatoires, il faut conclure que le législateur allemand n'a pas envisagé le délit de presse comme un délit spécial, c'est-à-dire comme un délit dont la nature diffère de celle des délits ordinaires. Au contraire il a considéré le délit de presse comme une infraction pouvant très bien être rangée dans la catégorie générale des délits de droits commun. Les délits de presse allemands forment cependant, parmi les délits de droit commun, une classe à part, en raison de la façon particulière dont ils sont commis. En effet ils doivent être obligatoirement commis au moyen d'un imprimé. En Allemagne, il n'y a pas de délit de presse commis par la parole, comme il en existe chez nous. La loi allemande ne connaît pas d'autres délits de presse que ceux qui sont commis par la voie de presse, c'est-à-dire que ceux qui résultent du contenu d'un imprimé. Et c'est ce mode de commission particulier qui les différencie des autres délits. Par ailleurs, le droit

allemand ne voit dans les délits de presse que des délits de droit commun.

B) *Application au délit de presse du droit pénal commun.* — Ce qui vient d'être dit explique d'une façon suffisamment claire qu'en matière de délit commis par la voie de la presse, ou, plus simplement, en matière de délit de presse, le grand principe qui domine soit celui de l'application du droit commun. La loi allemande n'assujettit les délits de presse à aucun traitement spécial. Elle leur applique purement et simplement les lois pénales ordinaires. D'ailleurs la loi de 1874 s'occupe presque uniquement des infractions de police de presse. Elle ne fait mention que de deux délits de presse proprement dits, encore qu'ils soient rangés avec les délits de police de presse : dans son article 15, elle prévoit le délit de propagation de nouvelles militaires interdites en cas de guerre ou en cas de danger de guerre, et dans son article 16 elle fait un délit de l'appel adressé au public pour indemniser des amendes et frais de justice encourus au cours d'un procès criminel.

C'est donc dans les textes de droit commun (Code pénal et autres lois) qu'il faut rechercher les caractères légaux des différentes infractions qui peuvent être commises par la voie de la presse, et la sanction pénale qu'il y a lieu d'appliquer à chacune d'elles. Quant aux règles servant à déterminer la responsabi-

lité en matière de délit de presse, elles sont également, aux termes de l'article 20, celles du droit commun. Par conséquent, toute personne qui, d'une façon ou d'une autre, a participé intentionnellement à la publication ou à la propagation d'un imprimé délictueux est pénalement responsable comme auteur, coauteur ou complice du délit commis dans cet imprimé.

Il est vrai,, comme on le verra par la suite, que la loi allemande sur la presse renferme certaines dispositions particulières en ce qui concerne la responsabilité pénale. Mais, outre que ces dispositions n'apparaissent qu'à titre subsidiaire, il n'est pas douteux que dans l'ensemble elles sont conformes aux principes généraux régissant la matière. Au surplus elles s'expliquent suffisamment par les conditions de fait dans lesquelles se trouve la presse, en particulier par le nombre des personnes qui participent à la confection de l'imprimé. C'est uniquement cette situation de fait qui a déterminé le législateur allemand à édicter diverses mesures spéciales à la responsabilité des délits de presse ; l'idée que ces délits seraient d'une nature différente des autres est restée tout à fait étrangère à sa détermination.

En résumé on peut dire qu'aux yeux de la loi allemande les délits de presse sont des délits de droit commun, prévus et réprimés par les lois ordinaires, et auxquelles on applique les règles habituelles de la responsabilité pénale.

On voit combien, à ce point de vue particulier de la responsabilité pénale la loi allemande sur la presse se rapproche de la loi française du 17 mai 1819. Cette loi de 1819 établissait, comme la loi allemande de 1874, un système de responsabilités entièrement basé sur l'application du droit commun, et elle comprenait dans les poursuites à intenter toutes les personnes qui avaient participé à la publication de l'imprimé délictueux. Au moment de la discussion de notre loi de 1881, la Chambre française fut appelée à nouveau à examiner un système analogue, mais elle refusa de l'adopter, craignant de le voir aboutir dans certains cas à l'impunité complète et dans d'autres à une répression excessive.

Il faut bien reconnaître que ces deux écueils sont ceux qui menacent tout système basé sur l'application du droit commun en matière de délit de presse. En effet, avec un pareil système, on peut aboutir tantôt à une inutile multiplication des poursuites, tantôt à une absence complète de répression à l'égard du véritable auteur de l'infraction. Par exemple, en matière de presse périodique, on peut voir se présenter une affaire où le rédacteur responsable, l'imprimeur, l'éditeur et les administrateurs du journal seraient tous considérés comme coauteurs ou complices et condamnés comme tels, bien qu'une telle multiplication des poursuites et un tel déploiement de rigueurs ne paraissent pas réellement utiles. Par

contre il peut arriver que l'auteur de l'écrit et le rédacteur, qui sont d'ordinaire les deux principaux coupables, ne soient pas poursuivis, l'auteur parce qu'on n'a pu le découvrir, le rédacteur parce qu'il a trouvé une excuse pour sa défense. La loi allemande de 1874 n'aurait pas échappé au double danger que nous venons de signaler, si le législateur n'avait pris soin de corriger les imperfections et de combler les lacunes du système, en édictant certaines dispositions particulières que nous étudierons plus loin.

C) *L'auteur principal et les complices dans la presse non périodique.* — Les diverses opérations qui conduisent à la publication d'un imprimé peuvent être toutes accomplies par une seule et même personne, mais on sait qu'en général plusieurs individus concourent au résultat final. La question se pose donc de savoir comment distinguer, parmi ces diverses personnes, l'auteur principal du coauteur et du complice. Empressons-nous d'ailleurs de faire remarquer que la solution de cette question ne peut avoir d'influence sur la détermination de la peine, les articles 44 et 48 du Code pénal allemand appliquant au complice la même peine qu'à l'auteur principal.

Après ce qui a été dit au paragraphe précédent, il est facile de comprendre que la question que nous venons de poser doit être résolue suivant les principes du droit commun. C'est en effet en se confor-

nant aux dispositions du Code pénal relatives à l'action, à la coaction et à la complicité que, dans chaque cas particulier, il appartient de déterminer qui doit être considéré comme auteur principal, coauteur, complice ou instigateur du délit de presse commis.

On a déjà vu qu'un imprimé dont le contenu est délictueux ne devient punissable qu'au moment où il est répandu dans le public. Tant que l'ouvrage est dans la serviette de l'auteur, ou sur la presse de l'imprimeur, le délit n'est qu'en préparation. Donc c'est avec la propagation, c'est-à-dire avec la mise en vente, la vente ou la distribution de l'imprimé que naît la culpabilité de tous ceux qui ont pris part intentionnellement à l'acte délictueux : auteur, envoyeur, publicateur, imprimeur, rédacteur, éditeur, et en général de toute personne qui en la provoquant ou la facilitant a participé à l'infraction. On ne manquera pas de remarquer combien, sur ce point, la théorie allemande se rapproche de la théorie française, qui fait de la « publication » l'élément prédominant et caractéristique du délit de presse. Mais, et c'est là qu'apparaît la différence entre ces deux théories, tandis que le législateur français a considéré que l'auteur principal était le publicateur, c'est-à-dire celui qui est l'agent directement producteur du fait matériel constituant la publication, le législateur allemand n'a pas, en ce qui concerne la

presse non périodique, désigné l'auteur principal du délit. En droit français, la responsabilité repose en premier lieu sur la tête de l'éditeur, considéré comme le publicateur de l'imprimé délictueux, et elle ne passe sur la tête de l'auteur de l'écrit, ou de l'imprimeur ou enfin du vendeur, distributeur ou afficheur (art. 42 de la loi de 1881) qu'à défaut d'éditeur ou de gérant. En droit allemand, il n'est pas fait de différence entre les divers coparticipants à l'acte délictueux. Tous sont envisagés sous le même angle, du point de vue du droit commun. Ceci explique que les commentateurs ne soient pas d'accord sur le point de savoir quel est, dans le cas le plus habituel, l'auteur principal. Les uns disent : « C'est l'auteur de l'écrit, à la condition que la publication ait eu lieu avec son consentement. » Les autres disent : « C'est l'éditeur ». La vérité est qu'il s'agit là d'une question d'espèce, susceptible d'être solutionnée de façons différentes suivant la façon dont le délit de presse se présente.

D'ailleurs la détermination de l'auteur principal n'a qu'un intérêt relatif en pratique, du fait que le droit allemand admet, en matière de délit de presse, l'existence de coauteurs, tandis que notre loi de 1881 ne reconnaît, à côté de l'auteur principal, que des complices. Mais alors se pose une autre question, qui est celle de savoir comment distinguer les coauteurs des complices. La doctrine nous répond en

faisant la distinction suivante : si la publication est le fait d'une entente préalable des coparticipants, si chacun d'eux peut être considéré comme ayant voulu fermement prendre part à la publication de l'imprimé délictueux, chacun doit être poursuivi comme coauteur. Si au contraire aucun colloque n'a eu lieu entre les co-participants, si chacun d'eux s'est occupé de la publication uniquement dans le but d'aider l'auteur principal, que celui-ci soit l'auteur de l'écrit ou l'éditeur, les coparticipants doivent être considérés comme des complices. Il résulte de ces explications que l'imprimeur qui, en droit français ne peut jamais être recherché comme complice pour le seul fait d'avoir imprimé l'ouvrage délictueux peut très bien, en droit allemand, être considéré soit comme complice, soit comme coauteur chaque fois qu'il ressort des circonstances que sa responsabilité pénale est engagée.

L'article 21 de la loi renferme une liste des personnes qui peuvent être tenues pour responsables en matière de délit de négligence. Est-ce à dire que la loi a entendu limiter à cette énumération le nombre des personnes qu'on peut considérer comme responsables du délit de presse par application des principes du droit commun ? Ce serait une erreur de le croire. L'inspirateur, par exemple, n'est même pas nommé dans cette liste, bien qu'il soit certainement punissable. Au contraire, il n'est pas douteux

qu'il faille considérer comme responsable en matière de délit de presse toute personne quelle qu'elle soit, contre qui l'on peut, en appliquant les règles du droit commun, trouver un élément de culpabilité (conf. art. 43, § 2 de la loi de 1881). C'est ainsi que même un compositeur d'imprimerie peut être poursuivi à l'occasion d'un délit de presse. Bien que sa participation à l'acte délictueux ait été en quelque sorte mécanique, elle n'exclut pas sa responsabilité s'il ne s'est pas borné à remplir purement et simplement sa fonction et s'il a participé intentionnellement au délit. Le compositeur d'imprimerie, qui, par exemple, introduit un passage délictueux dans un imprimé à l'insu de l'éditeur se rend responsable en qualité d'auteur principal et doit être poursuivi comme tel.

D) *L'auteur principal dans la presse périodique.*
— Lorsque les éléments constitutifs de l'infraction sont contenus dans un imprimé périodique, les difficultés auxquelles l'accusation se heurte dans la poursuite des délits de presse (anonymat de l'auteur de l'article, indétermination des différentes personnes ayant pris part à l'infraction) ont amené le législateur allemand à édicter certaines dispositions particulières qui sont contenues dans les articles 20 et 21 de la loi de 1874.

La principale de ces dispositions est celle qui établit le principe de la responsabilité pénale du rédacteur responsable du périodique. A ce sujet, les

auteurs de la loi allemande de 1874 se sont bien gardés de tomber dans l'erreur de ceux de la loi prussienne de 1851. En effet l'expérience de cette loi avait appris qu'il ne suffit pas d'imposer au périodique l'obligation d'avoir un rédacteur responsable pour que les poursuites en cas de délit puissent aboutir d'une façon certaine à une sanction pénale. La preuve en est que les tribunaux prussiens avaient, dans une certaine mesure, fait échec à cette loi de 1851, en exigeant, chaque fois que le rédacteur responsable était poursuivi comme auteur d'un délit de presse, la preuve que c'était bien lui qui avait voulu et causé la publication de l'article délictueux. Ils refusaient d'admettre de simples présomptions et acquittaient quand une preuve très nette de culpabilité n'avait pas été fournie par l'accusation. Comme cette preuve était dans la plupart des cas pratiquement impossible, la responsabilité des rédacteurs de la presse périodique n'avait pas tardé à devenir en Prusse un vain mot, puisqu'elle ne se trouvait plus sanctionnée que par la simple et dérisoire amende portée par l'article 37 de la loi en question au cas de négligence.

Pour ne pas retomber dans les mêmes errements et afin de rendre impossible l'échappatoire trop commode consistant à prétendre que la rédaction n'a eu connaissance de l'article délictueux qu'après sa publication, le législateur allemand de 1874 a introduit

dans la loi le très important paragraphe 2 de l'article 20.

Aux termes de ce paragraphe 2 de l'article 20, chaque fois qu'un délit de presse a été commis à l'aide d'un périodique, c'est le rédacteur responsable qui doit en être considéré comme auteur principal (als Tæter), à moins qu'il n'existe des circonstances particulières de nature à écarter sa responsabilité. En dépit de la présomption de la loi, il arrive dans la plupart des cas que le rédacteur responsable n'est pas seul poursuivi, car l'auteur de l'écrit l'est également en qualité de coauteur. Mais c'est en premier lieu le rédacteur responsable qui doit répondre de l'article au point de vue pénal.

Une autre particularité différencie la responsabilité du rédacteur responsable de celle des autres responsables en matière de délit de presse. Le rédacteur responsable assume la responsabilité non seulement de ce qu'il a rédigé ou de ce qui a paru avec son assentiment, mais encore celle de tout ce que contient le périodique. Et cette responsabilité lui incombe dans tous les cas, sans que l'accusation ait à prouver qu'il a eu connaissance du contenu de l'imprimé.

Ainsi extension à toutes les matières contenues dans le périodique d'une part, présomption légale d'autre part, voilà les deux traits caractéristiques de la responsabilité pénale créée par l'article 20 et mise à la charge du rédacteur responsable.

On s'est longtemps demandé quelle est l'essence de la présomption de l'article 20, paragraphe 2. Est-ce une présomption de commission (*Schuldpræsumtion*) ou une présomption de preuve (*Beweispræsumtion*), c'est-à-dire une disposition légale dispensant l'accusation de faire la preuve que le rédacteur a eu connaissance du contenu du périodique et qu'il a voulu la publication de l'article délictueux ? Un arrêt des Chambres criminelles réunies, en date du 6 juin 1891, a tranché la question en décidant que le paragraphe 2 de l'article 20 ne contenait qu'une dérogation aux règles de droit commun sur l'administration de la preuve. Voici d'ailleurs quelques considérants de cet arrêt. « Celui qui a accepté la fonction de rédacteur responsable et qui, en cette qualité, a fait paraître le périodique, doit être supposé avoir connu et voulu la publication de cet imprimé, et cette présomption vaut contre lui tant qu'il n'a pas fait la preuve qu'elle ne correspond pas à la réalité. » Ainsi, tant que le rédacteur responsable n'a pas fait la preuve du contraire, on doit considérer comme démontré qu'il a rempli son devoir, c'est-à-dire qu'il a pris connaissance, avant l'impression, de l'article incriminé et qu'il a eu assez de discernement pour apercevoir son caractère délictueux. Autrement dit la désignation du rédacteur responsable sur le périodique engendre la présomption qu'il s'est conformé aux devoirs de sa fonction, et la force

probante de cette présomption vaut jusqu'à preuve du contraire.

Ainsi l'accusation n'aura pas à prouver que le rédacteur responsable est bien l'auteur ou l'un des coauteurs de l'acte délictueux. Et de plus, grâce à cette même présomption, elle sera dispensée d'apporter la preuve que sa culpabilité est intentionnelle, car l'intention se présume également.

On voit combien, à tous égards, la situation faite au rédacteur responsable lui est particulière. Pour toutes les autres personnes qui peuvent être amenées à répondre d'un délit de presse en qualité d'auteur principal, il faut que le ministère public établisse l'existence de l'intention (*Vorsatz*). Pour le rédacteur responsable seul, cette condition n'est pas nécessaire. C'est sur lui que pèse le fardeau de la preuve. C'est à lui qu'il appartient de prouver, s'il le peut, que la publication de l'article incriminé a eu lieu sans sa collaboration intentionnelle. Aussi, alors que les autres auteurs principaux doivent bénéficier d'un non-lieu ou être relaxés si la preuve de leur participation intentionnelle n'est pas faite (*non liquet*), le rédacteur responsable n'échappe pas dans un cas semblable à une condamnation, parce qu'un simple *non liquet* ne peut pas détruire l'effet de la présomption légale. Il ne suffit donc pas que le rédacteur prouve qu'il n'a pas lu l'article incriminé. Il lui faut encore apporter la preuve qu'il ne connaissait

absolument pas la teneur de cet article, par exemple qu'il n'en avait pas entendu parler par l'auteur ou par un de ses collaborateurs. Il lui faut également établir qu'il n'a pas agi avec dol éventuel, par exemple que ce n'est pas à dessein qu'il n'a pas pris connaissance de l'article, pour n'avoir pas à l'empêcher. C'est seulement à ces conditions qu'il peut écarter la responsabilité que la loi fait peser sur lui.

Remarquons cependant que la présomption de la loi n'empêche pas le rédacteur responsable de bénéficier de toutes les causes de non-culpabilité admises en droit commun, telles que le défaut de discernement, la muto-surdité, la démence, la jeunesse et l'ignorance de certaines circonstances qui donnent à l'acte son caractère délictueux (art. 59 du Code pénal). C'est ainsi que dans une poursuite intentée pour outrage à la religion, le rédacteur responsable du périodique poursuivi prétendit ignorer que le Sacré Cœur de Jésus était un des dogmes de l'Eglise catholique. Le Haut Tribunal de Berlin admit ce moyen de défense et acquitta le rédacteur par application de l'article 59 du Code pénal. C'est pour la même raison qu'un autre tribunal relaxa le rédacteur responsable d'un périodique qui avait inséré un article diffamatoire dont le sens caché lui avait échappé.

E) *Participation au délit de presse dans la presse périodique.* — Les théories de l'action, de la coac-

tion et de la complicité s'appliquent sans restriction aux délits de presse visés par le paragraphe 2 de l'article 20. Ainsi rien ne s'oppose à ce que des poursuites soient ouvertes en même temps contre l'auteur principal, contre les coauteurs et contre les complices, s'il y en a. On peut même dire que cette pluralité de poursuites est la règle habituelle. C'est ainsi, comme on l'a déjà vu plus haut, que l'auteur de l'écrit sera presque toujours poursuivi en qualité de coauteur. Pour prendre l'hypothèse inverse, une ordonnance de non-lieu rendue en faveur du rédacteur responsable n'empêche pas que d'autres personnes soient condamnées, quand ces personnes ne peuvent bénéficier des circonstances qui ont fait écarter la responsabilité du rédacteur.

Après ce qui vient d'être dit, il est clair que le fait pour le rédacteur responsable de désigner nominativement l'auteur ou l'envoyeur de l'article ne diminue en rien sa responsabilité (Tribunal d'Empire, 26 avril 1880). En effet le rédacteur est responsable en raison d'une faute qui lui est propre, et le fait de dénoncer ses coparticipants ne peut le mettre à l'abri de la peine qu'il a encourue. De même, il est sans conséquence pour la responsabilité du rédacteur que l'article ait paru signé du nom de l'auteur ou non.

La présomption de l'article 20 § 2 joue à l'égard du rédacteur responsable du fait seul qu'il est désigné sur le périodique. Par contre, quand un

périodique n'a nommé aucun rédacteur responsable ou quand la désignation a été faite d'une façon tellement défectueuse qu'on ne peut savoir pour quelle partie du périodique chacun des rédacteurs désignés est responsable la présomption de l'article 20, § 2 ne joue pas. Donc si l'on parvient, malgré l'absence de désignation, à découvrir le rédacteur véritable, c'est en vertu des principes du droit commun qu'on doit le poursuivre, et non en vertu de l'article 20, § 2. Il s'ensuit que dans un cas semblable l'accusation doit apporter la preuve que l'infraction a été commise d'une façon intentionnelle.

F) *Circonstances particulières de nature à neutraliser les effets de la présomption.* — La responsabilité du rédacteur d'un périodique n'a pas un caractère absolu. La présomption créée par la loi peut en effet être écartée, si le rédacteur responsable fait la preuve qu'il existe en sa faveur des « circonstances particulières » (*besondere Umstænde*), excluant l'hypothèse d'une « action effective » de sa part (art. 20, § 2). Par circonstance particulière, il faut entendre toute circonstance de nature à établir que la publication du numéro délictueux a eu lieu sans que le rédacteur responsable l'ait voulue, ni connue ou encore de nature à faire admettre que cette publication a eu lieu sans que le rédacteur ait su que toutes les caractéristiques de l'infraction se trouvaient réunies.

Parmi ces circonstances particulières, on peut citer une maladie si soudaine qu'elle a mis le rédacteur dans l'impossibilité de remplir ses fonctions et même de se substituer un remplaçant, ou une modification apportée au manuscrit par le compositeur d'imprimerie (à condition toutefois que le rédacteur n'ait pas eu l'occasion de vérifier le contenu du numéro immédiatement avant sa mise en vente), ou encore le fait que la publication du numéro a eu lieu contre la volonté du rédacteur, ou enfin celui que le rédacteur ignorait que le contenu de l'article constituait une infraction.

Par contre, on ne peut admettre comme circonstance particulière excluant la responsabilité du rédacteur le fait d'avoir volontairement abandonné ses fonctions pour partir en voyage ou pour traiter une affaire urgente, sans prendre le soin de se faire remplacer, ou le défaut d'aptitude aux fonctions de rédacteur, ou encore l'abondance des matières, quand bien même celle-ci aurait rendu impossible l'examen de tout le contenu du périodique.

Ainsi c'est seulement quand le rédacteur responsable aura pu prouver son ignorance du contenu de l'imprimé et qu'il aura pu en outre établir qu'en raison d'une « circonstance particulière » cette ignorance ne lui est pas imputable à faute qu'il pourra être déchargé de la responsabilité de l'article 20, § 2. Le rédacteur qui satisferait à une des deux condi-

tions qui viennent d'être énoncées, mais pas à l'autre, c'est-à-dire qui prouverait qu'il n'a pas eu connaissance du contenu de l'imprimé, mais qui ne pourrait établir qu'aucune faute ne peut lui être reprochée, tomberait sous le coup de l'article 21 (Stenglein, p. 522). Il ne serait pas poursuivi comme co-auteur, mais comme coupable d'avoir commis une faute dans ses fonctions, et serait passible d'une des peines pour négligence prononcées par cet article.

G) *Les sanctions pour négligence.* — Le législateur allemand ne s'est pas contenté de placer les infractions commises par la voie de la presse sous l'empire du droit commun. Il a estimé à juste titre que l'application pure et simple des règles du droit commun aboutirait dans les cas où aucune responsabilité n'aurait pu être suffisamment établie à l'impunité complète ou tout au moins à l'impunité de l'auteur véritable. Il a donc voulu renforcer les principes généraux du droit pénal appliqués à la détermination des responsabilités, en y ajoutant un système très curieux de peines prononcées en cas de faute de négligence. Ce système est exposé dans l'article 21.

Un coup d'œil en arrière sur les travaux préparatoires n'est pas inutile pour expliquer la genèse de ce système et son introduction dans la loi de 1874. Le projet du gouvernement présenté au Reichstag en 1874 portait qu'en matière de délit de presse le

rédacteur responsable, le publicateur (Herausgeber) l'éditeur, l'imprimeur, le libraire, le colporteur et le distributeur seraient punis comme auteurs du délit, sans qu'il fût nécessaire d'établir leur culpabilité. La présomption de culpabilité était, d'après ce projet, générale et pesait sur tous les participants à la publication. Aucun n'était admis à apporter la preuve contraire. Pourtant, et c'est là le point important, chacun de ces participants pouvait se libérer de la poursuite « en désignant au cours de son premier interrogatoire, ou dans les vingt-quatre heures suivantes, une des personnes placées avant lui dans l'énumération faite par la loi, à condition que cette personne se trouvât dans la juridiction d'un des états de l'empire ». En cherchant à instituer ce système, le gouvernement prussien poursuivait un but qu'il considérait à juste raison comme essentiel : la découverte de l'auteur de l'écrit. Malheureusement ce système avait le tort non seulement d'être contraire à la plupart des lois allemandes en vigueur (notamment à la loi prussienne), mais encore d'être en contradiction formelle avec les principes du droit commun. Le Reichstag protesta avec tant d'énergie que le gouvernement fut obligé d'abandonner ses prétentions. Et l'on finit par tomber d'accord sur un système mixte, qui est celui de l'article 21.

Ce système des peines pour négligence est né d'une conception purement allemande, et toute spé-

ciale à la législation sur la presse. L'idée qui est à sa base est la suivante. Admettons que les différentes personnes qui ont pris part à la confection, à la propagation, à la vente et à la distribution de l'imprimé n'aient pas eu connaissance de son contenu délictueux. Il ne peut être question en ce qui les concerne de commission intentionnelle du délit. Mais si ces différentes personnes avaient, avant de prêter leur concours, examiné le contenu de l'imprimé, si elles avaient pris la peine de rechercher si cet imprimé ne contenait rien de délictueux, elles auraient sans doute refusé leur collaboration, et l'imprimé n'aurait peut-être pas paru. Ainsi, en n'examinant pas l'imprimé, elles ont fait preuve de négligence, et cette négligence constitue une faute qui engage leur responsabilité. La faute de négligence est donc, d'après la conception que s'en est faite le législateur allemand, « la commission par imprudence ou imprévoyance de l'infraction perpétrée dans un imprimé » (Liszt, p. 179). Et, en principe, le système aboutit à rendre toute personne qui a prêté son concours à la publication de l'imprimé pénalement responsable de son contenu, même si elle n'est pas punissable comme auteur ou complice, à condition toutefois, ajoute l'article 21, que cette personne ne puisse ni faire la preuve qu'elle a déployé toute l'attention professionnelle que les circonstances rendaient possible, ni désigner

une des personnes qui figurent avant elle sur la liste donnée par la loi.

On voit combien ce système de l'article 21 est particulier. « La loi, dit le Tribunal d'empire à la date du 2 février 1886, a créé dans son article 21 une « culpa en soi », un délit distinct et spécial à la matière de la presse : c'est le délit de négligence. Ce délit apparaît à l'occasion de la confection et de la propagation d'un imprimé tombant sous le coup de la loi pénale. Ce n'est pas pour l'infraction commise dans l'imprimé que le prévenu sera puni, mais pour la négligence dont il a fait preuve. Et la peine qui lui sera appliquée sera déterminée uniquement d'après l'article 21, sans qu'il y ait lieu de rechercher si le contenu de l'imprimé réunit les éléments constitutifs d'une diffamation, d'une offense à la divinité, d'un délit contre la moralité, ou d'une autre infraction quelconque. » En effet le prévenu n'est pas puni parce que tel ou tel délit a été commis. Il est puni parce qu'il a omis tel acte qui eût empêché le délit, parce qu'il n'a pas déployé toute l'attention et tout le soin dont sa profession lui faisait un devoir.

Quelles sont les personnes qui peuvent être passibles d'une peine pour négligence ? Ces personnes, en nombre limité, sont énumérées dans l'article 21. Ce sont dans l'ordre où les place la loi :

Le rédacteur responsable ;

L'éditeur ;

L'imprimeur ;

Le vendeur, ou le distributeur, que ce soit ou non son métier.

On voit que l'auteur et l'envoyeur de l'écrit ne sont pas compris dans cette liste. En effet, en raison de la nature de leur participation au délit, ils ne peuvent être poursuivis qu'en vertu de l'article 20. Autrement dit, leur participation au délit ne pouvant être qu'intentionnelle, il ne peut être question de négligence en ce qui les concerne.

Quant au rédacteur responsable que la loi cite en premier, il ne peut naturellement s'agir de lui que pour les imprimés périodiques. Pour les imprimés non périodiques, la liste de la loi se réduit en réalité à trois personnes, qui sont l'éditeur, l'imprimeur, et le vendeur ou distributeur. Mais en matière de presse périodique, vient s'ajouter le rédacteur responsable, sur les épaules de qui, en plus de la présomption de l'article 20, pèse la présomption éventuelle de négligence de l'article 21.

A quelles conditions une peine pour négligence peut-elle être prononcée contre une des personnes énumérées dans l'article 21 ?

Ces conditions sont au nombre de quatre. Il faut :

1° Que le contenu de l'imprimé constitue les éléments d'une infraction ;

2° Que le responsable ne soit pas déjà poursuivi comme auteur ou co-participant intentionnel ;

3° Qu'il ne puisse faire la preuve qu'il a déployé toute l'attention qu'il devait en égard à sa profession ou qu'il établisse qu'il en a été empêché par les circonstances ;

4° Qu'il ne puisse désigner un de ses antécédents.

Examinons successivement ces quatre conditions :

1° Il faut que le contenu de l'imprimé renferme les éléments constitutifs d'une infraction.

Ainsi il est nécessaire pour qu'une peine pour négligence puisse être prononcée que tous les éléments caractéristiques d'une infraction se trouvent réunis, avec cette réserve, cependant, que l'intention manque. En effet, si l'intention venait s'ajouter aux autres éléments constitutifs de l'infraction, ce n'est plus l'article 21 qu'il y aurait lieu d'appliquer, mais l'article 20 (Stenglein, p. 523) ;

2° Il faut que le responsable ne soit pas poursuivi comme auteurs ou co-participant.

Supposons qu'une des personnes énumérées dans l'article 21 puisse être poursuivie d'après les règles du droit commun en qualité d'auteur principal ou de co-participant de l'infraction commise dans l'imprimé. C'est d'après les règles du droit commun et uniquement d'après ces règles que sa responsabilité pénale sera appréciée et sanctionnée. Car une condamnation prononcée en vertu de l'article 20 exclut néces-

sairement pour l'intéressé l'application de l'article 21. La raison en est qu'on ne peut accuser de responsabilité pour négligence celui qui a commis le délit intentionnellement. Autrement dit, la coopération intentionnelle exclut la coopération négligente.

Ainsi ne pourra être poursuivie en vertu de l'article 21 et punie d'une des peines portées par cet article que la personne qui ne sera pas poursuivie en vertu de l'article 20.

Remarquons que rien ne s'oppose à ce que, parmi les différentes personnes qui ont pris part à la confection et à la propagation de l'imprimé, les unes (rédacteur et éditeur, par exemple) soient rendues responsables de l'infraction en qualité d'auteur principal ou de complice et punies par application de l'article 20, et que les autres (imprimeur et vendeur, par exemple) soient considérées comme responsables en raison de leur négligence et poursuivies en vertu de l'article 21. En pratique la simultanéité d'application des articles 20 et 21 se rencontre assez fréquemment.

On s'est demandé si une personne contre qui un jugement de condamnation pour négligence est devenu définitif, peut par la suite être l'objet de nouvelles poursuites basées sur l'article 20. Ces nouvelles poursuites peuvent se concevoir dans le cas où la preuve que la personne en question est auteur ou

complice du délit de presse n'aurait été apportée que tardivement. Certains auteurs, comme Berner, Schwarze et Kayser, ont soutenu l'affirmative, en disant que le délit de négligence de l'article 21 constituait un délit distinct de celui commis dans l'imprimé, et que le fait d'avoir prononcé déjà une peine pour négligence ne devait pas empêcher de prononcer une peine plus forte en raison du délit principal. Mais il semble bien que la vérité soit du côté des auteurs qui, comme Koller et Stenglein, ont répondu à la question par la négative, en faisant valoir que la règle *ne bis in idem* doit s'appliquer au cas qui nous occupe. Si le responsable a été condamné une première fois pour avoir par négligence publié ou laissé publier un imprimé dont le contenu était délictueux, il ne peut être condamné une seconde fois pour avoir publié le même imprimé intentionnellement. Le fait d'avoir été condamné en vertu de l'article 20 lui confère le droit d'invoquer l'exception *rei judicatæ* contre une nouvelle poursuite qu'on voudrait intenter contre lui en vertu de l'article 21. Par contre, celui qui a été acquitté de la prévention de commission intentionnelle peut très bien être poursuivi ensuite pour négligence en vertu de l'article 21 (Cæther, p. 47) ;

3° Il faut que le responsable ne puisse prouver qu'il a apporté tous les soins exigés par sa profession ou qu'il en a été empêché par les circonstances.

Ainsi il n'y a pas négligence quand le responsable peut prouver que, dans les limites où s'exerce son activité, il a déployé toute l'attention dont sa profession lui faisait un devoir afin d'empêcher qu'un article délictueux ne fût introduit dans l'imprimé.

Il reste à savoir ce qu'il faut entendre par cette « attention dont la profession faisait un devoir » au responsable. D'après l'opinion courante, cette attention doit s'entendre de la diligence ordinaire qu'il est d'usage de déployer dans la profession. Elle n'est d'ailleurs pas la même pour toutes les personnes énumérées dans l'article 21. Ainsi on ne peut véritablement exiger du vendeur et de l'imprimeur qu'ils examinent dans tous les cas le contenu des ouvrages qu'on leur envoie et qu'ils recherchent, avant de se décider à la vente ou à l'impression, si aucun des passages ne constitue une infraction. Pourtant on admet que, quand il existe des motifs particuliers de penser que le contenu de l'écrit doit être délictueux, l'imprimeur et le vendeur ont l'un comme l'autre le devoir de prendre connaissance de son contenu. C'est ainsi par exemple qu'ils doivent, pour déployer toute l'attention dont leur profession leur fait un devoir, lire et examiner au point de vue pénal un ouvrage qui leur a été apporté, pour l'impression ou pour la vente, par quelqu'un qu'ils ne connaissent pas.

Les mêmes principes trouvent leur application

quand il s'agit de l'éditeur. Par conséquent il y a lieu de rechercher, dans chaque cas particulier, en quoi consistait son devoir d'attention et dans quelle mesure il s'est rendu coupable de négligence. Voici, par exemple, comment le Tribunal d'empire s'exprime, le 2 novembre 1892, à propos d'une poursuite intentée contre l'éditeur d'un périodique : « C'est une prétention insoutenable et absolument contraire à la nature des choses et aux conditions d'existence de la presse périodique de dire que la loi fait un devoir à l'éditeur d'examiner le contenu de tous les imprimés qu'il édite et qu'il ne peut se décharger de la responsabilité encourue par lui de ce fait qu'en apportant la preuve soit que, pour le numéro, délictueux, il lui a été impossible de procéder à l'examen indispensable de l'ouvrage, soit qu'il a déployé toute l'attention habituelle dans sa profession. Loin de là, on doit, dans chaque cas d'espèce, tenir compte dans la plus large mesure possible, d'éléments variables, tels que l'importance de la maison d'édition, l'importance du périodique, la personnalité de l'éditeur ou celle du rédacteur responsable qu'il a choisi. C'est ainsi qu'on doit admettre que le propriétaire d'une très grosse maison d'édition fait suffisamment preuve de soin et d'attention en désignant pour un périodique paraissant dans sa maison un rédacteur apte à bien remplir les fonctions qui lui sont confiées. » Par

application de ces principes, on doit considérer que l'éditeur d'un grand périodique témoigne d'un soin suffisant en désignant un ou plusieurs rédacteurs responsables, convenablement choisis et capables de bien remplir leur rôle. Par contre, dans d'autres cas, il y a lieu d'adopter d'autres solutions. Ainsi, dans une petite entreprise d'édition ne s'occupant que d'un seul périodique, il rentre dans les obligations de l'éditeur d'examiner lui-même les **matières** contenues dans son périodique.

Quand au rédacteur responsable, il se rend coupable de négligence quand il laisse passer dans le périodique dont il a la responsabilité un article qu'il n'a pas examiné. Un voyage ou le fait de s'être occupé d'affaires urgentes ne peuvent l'excuser, car son devoir était, dans de pareils cas, de se substituer un remplaçant, et sa négligence vient justement de ce qu'il ne l'a pas fait.

Néanmoins la loi allemande admet en matière de responsabilité pour négligence, comme en matière de responsabilité principale, une atténuation à la règle qu'elle pose. En effet elle considère que tout reproche de négligence doit être banni quand des circonstances étrangères à la volonté du prévenu ont mis celui-ci dans l'impossibilité de déployer toute l'intention voulue. Naturellement il faut encore que ces circonstances étrangères à la volonté du prévenu ne soient pas le fait de sa négligence, car

la négligence intentionnelle vaut la commission intentionnelle du délit, à laquelle elle est d'ailleurs assimilée. Parmi les circonstances de nature à décharger le prévenu de toute responsabilité, on peut citer une indisposition subite, l'introduction faite en fraude d'un passage délictueux dans l'imprimé, le fait d'ignorer qu'on allait être désigné comme rédacteur responsable, etc.

C'est au prévenu qu'il appartient de faire la preuve des circonstances qu'il invoque. Quant à l'accusation, elle n'a qu'à établir qu'on se trouve bien en présence d'un cas prévu par l'article 21. Elle n'a pas à prouver qu'une négligence a été commise, car la négligence se présume. Elle a encore moins à rechercher s'il existe des circonstances de nature à écarter la responsabilité de l'intéressé. C'est à lui de faire la preuve soit qu'il a déployé toute l'attention qu'on pouvait exiger de lui, soit qu'il lui a été impossible de déployer cette intention. Et s'il ne parvient pas à faire une de ces deux preuves, il tombe inévitablement sous le coup de l'article 21 ;

4° Il faut que l'intéressé ne puisse désigner un de ses antécédents ou que l'antécédent désigné soit hors de portée de la juridiction d'un des états de l'empire, ou, s'il est mort, qu'il se soit trouvé hors de portée de cette juridiction au moment de la publication.

Ainsi tout intéressé à qui le ministère public veut

faire application de l'article 21, peut éviter la peine que prononce cet article en désignant un de ses antécresseurs (Vormann). Par antécresseur il faut entendre :

Soit une des personnes figurant avant l'intéressé dans la liste donnée par la loi ;

Soit l'auteur ou l'envoyeur avec l'assentiment de qui la publication a eu lieu ;

Soit, dans les imprimés non périodiques, celui qui a préparé l'ouvrage, le publicateur (Herausgeber).

On voit par là que le vendeur ou distributeur ne peut être considéré comme un antécresseur, puisque, étant placé en dernier dans l'échelle de la loi, il n'a derrière lui personne qui puisse le désigner. Quant à l'auteur de l'écrit, bien qu'il ne figure pas sur la liste, il peut servir de plastron au rédacteur ou à tout autre participant, à condition toutefois que la publication de son manuscrit ait eu lieu avec son approbation ou tout au moins de son aveu. Il va de soi que dans ce cas sa responsabilité est engagée dans les termes de l'article 20 et non dans ceux de l'article 21, car alors, ce n'est pas de négligence qu'il s'agit, mais de commission intentionnelle du délit. Si au contraire la publication a eu lieu à son insu, il ne peut être poursuivi, pas plus en vertu de l'article 20 qu'en vertu de l'article 21. En effet l'auteur de l'écrit n'étant ni auteur principal, ni complice, d'une part, et ne pouvant, d'autre part, être rendu

responsable des suites d'une faute qu'il n'a pas commise, le rédacteur ou l'éditeur restent entièrement responsables des suites de leur négligence. Il ne leur aura servi de rien de désigner l'auteur de l'écrit comme antécresseur. Celui-ci ne les couvrant pas, leur situation ne se trouvera nullement modifiée.

Nous savons que la loi a rangé les personnes qu'elle considère comme pouvant avoir à répondre de leur négligence dans un certain ordre, mais il n'est pas nécessaire que cet ordre soit rigoureusement observé. Ainsi le vendeur ou le distributeur peut donner tout de suite pour se couvrir le nom de l'auteur, en sautant les intermédiaires, qui se trouvent de ce fait déchargés de toute responsabilité.

L'antécresseur désigné par un de ses suivants n'est pas nécessairement celui à qui doit s'appliquer la peine prévue par l'article 21. En effet cet antécresseur peut lui-même se couvrir en en désignant un autre, s'il en reste encore. Ainsi, le rédacteur responsable bien qu'il soit le premier de la liste à cependant un antécresseur qu'il peut désigner en la personne de l'auteur de l'écrit, à condition toutefois que la publication ait eu lieu de son consentement.

La loi dit que le prévenu doit, pour faire jouer le système de l'article 21, § 2, faire connaître son antécresseur. Malgré l'expression employée par

la loi, il n'est pas nécessaire que cette désignation vienne de celui qui justement désire être couvert par un de ses antécresseurs. C'est ainsi que le nom de cet antécresseur peut être porté à la connaissance du ministère public par une voie quelconque, et que, dans un cas semblable, l'intéressé est couvert par son antécresseur comme s'il l'avait désigné lui-même.

D'ailleurs, et ceci est très important, il importe peu pour que la désignation soit efficace, que l'antécresseur soit punissable dans les termes de l'article 20, pour une infraction intentionnelle, ou dans ceux de l'article 21, pour une simple faute de négligence. Dans un cas comme dans l'autre, tous les suivants de cet antécresseur sont à l'abri d'une poursuite pour négligence. En effet, l'intention formelle du législateur a été de décharger de toute responsabilité pour négligence les personnes qu'il a désignés dans son article 21, du moment qu'un de leurs antécresseurs est poursuivi, soit comme auteur principal, soit comme complice, soit comme s'étant rendu coupable d'une négligence. « L'antécresseur que la justice peut atteindre, dit Klœppel, couvre son suivant si celui-ci n'est pas lui-même auteur ou complice. » Par contre, rien ne s'oppose à ce que l'antécresseur d'une personne poursuivie comme auteur ou complice soit lui-même poursuivi pour négligence, car la condamnation d'un suivant (Nachmann) n'a pas pour

effet de décharger de leur responsabilité les antécédents.

Une des conséquences de ce système de responsabilité par cascades que nous venons d'exposer, est que des poursuites simultanées pour négligence ne sont pas possibles. L'accusation doit donc, quand elle connaît plusieurs des co-participants s'en prendre à celui qui apparaît comme l'antécédent de tous les co-participants connus, et requérir contre celui-là seul l'application d'une des peines de l'article 21 (Tribunal d'empire, 23 décembre 1881).

Il a été dit plus haut que l'intéressé n'avait, pour se dégager de la responsabilité qui pèse sur lui qu'à désigner un de ses antécédents, si celui-ci n'est déjà, d'une façon ou d'une autre, connu de la justice. Mais encore faut-il que cette désignation soit faite en offrant tous moyens de preuve à l'appui de ce qu'on avance. Sinon il serait trop facile de tourner la loi en donnant au dernier moment le nom d'une tierce personne, qui serait peut-être morte, ou qui serait couverte par la courte prescription. C'est pourquoi il est indispensable que la désignation ne se borne pas à une simple énonciation du nom, mais qu'elle comporte toutes preuves, renseignements ou précisions qui peuvent être nécessaires à la bonne marche de l'instruction et à la découverte du coupable.

Si nous jetons maintenant un coup d'œil d'en-

semble sur ce système des peines pour négligence que nous venons d'exposer, et si nous nous demandons quel a été le but poursuivi par la loi en l'instituant, nous arrivons à cette conclusion qu'on a voulu obliger les différentes personnes qui prêtent leur concours à la confection et à la propagation de l'imprimé à le lire et à en prendre connaissance. L'idée que l'éditeur, l'imprimeur, le rédacteur et le vendeur doivent avoir pris connaissance des écrits qu'ils publient, qu'ils impriment ou qu'ils vendent est à la base de tout le système de l'article 21. Et c'est pour leur inculquer cette idée, pour les contraindre à exercer la surveillance qu'elle exige d'eux et enfin pour faire d'eux ses auxiliaires, le cas échéant, dans la recherche du véritable responsable, que la loi les place sous la menace de l'article 21. Le législateur a pensé qu'en raison de cette menace l'imprimeur qui soupçonne son éditeur ou l'éditeur qui soupçonne son auteur de vouloir passer à l'étranger s'empressera de prendre connaissance de l'écrit dont l'impression ou l'édition lui a été confiée. Et alors de deux choses l'une : ou il s'abstiendra d'imprimer ou d'éditer l'ouvrage délictueux et aucune infraction ne sera commise, ou il l'imprimera ou l'éditera sachant que c'est un ouvrage délictueux, et alors il commettra une infraction intentionnelle, le plaçant sous le coup de l'article 20. En résumé, ce qu'a voulu le législateur allemand, c'est rendre les divers co-participants à la

confection et à la propagation de l'imprimé censeurs les uns des autres.

Il n'est pas douteux qu'un pareil système apporte une entrave véritable au libre exercice de la presse et même à la liberté des écrivains, sans compter ce qu'il y a de choquant à voir ainsi les divers intéressés se censurer et se contrôler les uns les autres. En France on a à diverses reprises essayé d'introduire des combinaisons tendant d'une façon plus ou moins directe à l'institution de ce contrôle mutuel. Ces diverses propositions ont toujours été combattues avec force, en 1819, par Benjamin Constant, et en 1868, par Jules Simon.

Quant à notre loi de 1881, elle est restée étrangère à toute idée de contrôle exercé par les intéressés les uns sur les autres, puisqu'elle a décidé que les imprimeurs ne seraient jamais responsables comme complices du fait même de l'impression. Elle les a ainsi dispensés implicitement du soin de prendre connaissance des ouvrages qui passent sous leur presse. Cette simple différence marque bien tout l'écart qui sépare une loi vraiment libérale comme la nôtre et une loi où, apparaît en plus d'un endroit la méfiance que professait en 1874 le gouvernement impérial pour la presse.

CHAPITRE VII

Saisie des imprimés délictueux et prescription des délits de presse. — Affichage et colportage.

A) *Prescription.* — Les crimes et délits commis par la voie de la presse ainsi que les délits de police de presse bénéficient d'une prescription particulière. Cette prescription est de six mois, quelle que soit la nature du délit (art. 22). Ainsi, qu'il s'agisse d'une offense à la personne de l'empereur, d'un outrage aux bonnes mœurs, d'une diffamation ou d'une des infractions réprimées par la loi de 1874, la prescription du délit commis est acquise au bout de six mois.

Quant aux contraventions, tant celles qui sont prévues et réprimées par la loi sur la presse (art. 19) que celles qui font l'objet d'autres textes, il faut leur appliquer la prescription de droit commun, qui est de trois mois (art. 67, § 3 du Code pénal).

En principe le délai commence à courir le jour où le crime, le délit ou la contravention a été consommé, c'est-à-dire le jour de la propagation (mise en vente ou distribution). Tous les actes qui ont précédé cette

propagation et qui n'en ont été que les préparatifs sont également couverts par la prescription, une fois que celle-ci est acquise. Par conséquent, on ne peut considérer comme un délit distinct un des actes qui ont précédé la mise en vente de l'imprimé, et en faire l'objet de poursuites séparées après que le bénéfice de la prescription a été acquis à l'acte principal (Stenglein; p. 526). Par contre, si l'on se trouve en présence de plusieurs actes de publication, et par conséquent de plusieurs infractions commises au moyen du même imprimé, chaque infraction se prescrit séparément. Ce sera le cas pour les diverses éditions d'un même livre, les reproductions, traductions, adaptations, extraits ou mises à la scène d'un même ouvrage, quand le contenu délictueux aura été reproduit, traduit, adapté ou mis à la scène. Chacun de ces actes de publication constituera un ~~délit~~ distinct et se prescrira séparément.

B) *Saisie*. — La loi de 1874, en donnant à l'autorité administrative le droit de saisir les exemplaires d'un imprimé délictueux, lui a donné le moyen d'en empêcher promptement et efficacement la diffusion. L'action de la saisie s'exerce alors dans un double but : d'abord comme moyen préventif, en prévision d'un jugement ordonnant la destruction des exemplaires de l'imprimé, ensuite comme moyen répressif, en rendant impossible la propagation de ce même imprimé.

En matière de législation sur la presse, le droit allemand distingue deux saisies, qui sont la saisie judiciaire, ou saisie de droit commun, et la saisie ordonnée par le ministère public ou un de ses auxiliaires. La première est réglée par les dispositions du Code pénal. La loi de 1874 ne s'occupe que de la seconde dans ses articles 23 à 26 et c'est à celle-ci qu'il y a lieu de consacrer quelques explications.

La saisie extra-judiciaires peut être ordonnée :

1° Dans le cas où une infraction aux règles de police de presse a été commise (omission du nom de l'auteur, de l'imprimeur, ou du rédacteur responsable du périodique) ;

2° Dans le cas où l'infraction, résultant du contenu même de l'imprimé tombe sous le coup d'un des articles suivants : 15 de la loi de 1874 (informations sur les mouvements de troupe ou les moyens de défense de l'armée allemande en cas de guerre ou de danger de guerre) ; 85 du Code pénal (excitation à la haute trahison) ; 95 du Code pénal (offense au souverain) ; 111 du Code pénal (excitation aux crimes et délits) ; 130 du Code pénal (excitation à la guerre civile) ; 184 du Code pénal (publication d'œuvres inconvenantes).

La saisie suppose qu'un délit a été commis ou, tout au moins tenté. Or, comme le délit ne peut être consommé que par la mise en vente ou la distribution, il en résulte qu'aucune saisie ne peut être pra-

tiquée avant le commencement de la propagation.

Toute saisie de presse ordonnée par l'autorité administrative doit, dans les vingt-quatre heures, être portée devant l'autorité judiciaire à qui il appartient de prononcer la validation. C'est le ministère public qui introduit la demande en validation devant le tribunal compétent. Celui-ci doit rendre son jugement dans les vingt-quatre heures qui suivent le dépôt de la demande. Le ministère public ou le tribunal qui n'observerait pas les délais qui leur sont assignés engagerait gravement sa responsabilité.

Indépendamment du cas où elle est régulièrement validée, la saisie extra-judiciaire peut être solutionnée d'une des trois façons suivantes : elle peut être abandonnée par le ministère public ; elle peut être levée par un jugement du tribunal ; enfin elle peut s'éteindre d'elle-même quand un délai de cinq jours s'est écoulé sans que la validation soit intervenue (art. 24, § 4). Dans ces trois cas, les exemplaires saisis doivent être rendus et rien ne s'oppose à ce qu'ils soient remis en vente.

En plus, et contrairement à ce qui se passe pour la saisie prononcée par l'autorité judiciaire, qui suppose qu'une plainte au principal a déjà été formée, la saisie extra-judiciaire, quand elle a été validée par le tribunal, doit être suivie, dans les deux semaines, de l'ouverture des poursuites. Ainsi le ministère public doit se hâter de mettre en mouvement l'action

publique, car, passé ce délai de deux semaines, la saisie est levée de droit, mais non *ipso facto* : un jugement est nécessaire.

L'article 27 de la loi de 1874 précise quels sont les exemplaires de l'imprimé délictueux qui peuvent être saisis. Ce sont seulement les exemplaires qui sont destinés à la vente ou à la distribution. Ceux qui sont déjà la propriété des particuliers échappent à la saisie. Par extension de la même idée, on saisira les exemplaires se trouvant dans les bibliothèques ou salles de lecture publiques, mais on ne touchera pas à ceux qui sont dans les salles de lecture privées des sociétés ou des cercles.

Pendant tout le temps que dure la saisie, il est interdit de mettre en vente les exemplaires de l'ouvrage saisi ou de le réimprimer. Néanmoins pour que cette réimpression puisse être considérée comme délictueuse, il faut qu'elle reproduise ce qui donnait à l'ouvrage saisi un caractère délictueux. Au contraire, une réimpression dans laquelle tous les passages pouvant être considérés comme coupables ont été supprimés, est permise. De même, dans le cas où la saisie aura été motivée par la non-observation des prescriptions des articles 6, 7, 8 et 9 de la loi de 1874 (noms et adresses de l'éditeur et de l'imprimeur, etc.) l'éditeur pourra faire paraître une nouvelle édition de l'ouvrage saisi dans lequel il se conformera aux prescriptions de la loi.

Ajoutons pour être complet que, si l'infraction ayant motivé la saisie résulte du contenu de l'imprimé, le jugement peut ordonner la destruction de tous les exemplaires de l'ouvrage saisi. Par contre si la saisie a été motivée par une contravention ou par un délit de police de presse, les exemplaires saisis doivent être rendus dans le cas où il y a eu condamnation aussi bien que dans le cas d'acquiescement.

C) *Compétence des Tribunaux.* — L'article 29 de la loi de 1874 spécifie que seuls les tribunaux judiciaires sont compétents pour juger les infractions commises par la presse en matière de saisie. C'est là la seule indication que nous fournisse la loi sur la presse sur la question de compétence. C'est donc d'après les dispositions des lois ordinaires que doivent se déterminer les règles de compétence *ratione materiæ* en matière de délit de presse.

C'est ainsi que l'accusation de haute trahison devra être portée devant le Tribunal d'Empire, en tant que la haute trahison résultera d'un crime contre l'Empereur ou contre l'empire. C'est ainsi encore que tous les autres délits sont de la compétence des tribunaux correctionnels, à la seule exception de la diffamation, poursuivie sur plainte de la partie lésée, qui est de la compétence des tribunaux civils.

Mais ces dispositions empruntées à la loi d'empire d'organisation judiciaire (*Gerichtsverfassungsgesetz*)

ne portent nullement atteinte aux législations de certains états particuliers qui attribuent aux cours d'assises la connaissance des infractions commises par la voie de la presse. Par exemple, en Bavière, Wurtemberg, Bade et Oldenburg, la plupart des délits de presse à l'exception de la diffamation, relèvent des cours d'assises.

D) *Affichage et colportage*. — L'accord n'ayant pu se faire entre le gouvernement et le Reichstag sur la question de l'affichage et du colportage au moment où l'on discutait la loi de 1874, cette loi porte que l'affichage et le colportage continueront à être réglés par les législations des différents états.

Bien que les états confédérés aient indiscutablement le droit de prendre des dispositions nouvelles à l'égard de l'affichage, du placardage et de la distribution des prospectus, ils s'en tiennent encore pour la plupart aux textes qui étaient en vigueur avant la loi de 1874. Le régime spécial qui résulte de ces textes ne dispense d'ailleurs nullement le placard de se soumettre aux prescriptions des articles 6 et sq. de la loi de 1874, ni aux dispositions concernant les droits des particuliers ou l'exercice des professions.

Pour donner une idée rapide de ce que sont les lois des états particuliers relativement à l'affichage, on peut les répartir en quatre groupes :

Dans le premier groupe (Prusse), on trouve des

lois réglementant de façon très étroite l'affichage et le colportage. C'est ainsi qu'en Prusse sont seules autorisées les affiches officielles ou les affiches privées annonçant des réunions autorisées, des spectacles publics, des pertes ou ventes d'objets, ou des communications relatives au commerce. Le placard politique se trouve donc être interdit. En ce qui concerne le colportage, la loi prussienne exige que toute personne criant, vendant, distribuant, placardant ou affichant sur les voies, rues, places et tous autres lieux publics soit en possession d'une autorisation délivrée par la police. Cette autorisation que l'intéressé doit pouvoir présenter à toute réquisition, peut toujours lui être retirée.

Dans un deuxième groupe (Saxe, Bade, Wurtemberg) se rangent les législations qui n'assujettissent les placards et les affiches qu'à une seule obligation, celle du dépôt d'un exemplaire. Ce dépôt se fait à la police, et doit précéder l'affichage.

Un troisième groupe (Bavière, Hambourg) exige pour toutes les affiches une autorisation préalable de la police.

Enfin un quatrième groupe (Saxe, Weimar, Lübek et autres) n'astreint l'affichage à aucune réglementation.

Dans les législations faisant partie de ces trois derniers groupes, le colportage est entièrement libre.

ANNEXE

Une étude de la loi allemande sur la presse ne serait pas complète si elle n'était suivie de la liste des crimes et délits que la loi allemande réprime quand ils ont été commis par la voie de la presse.

Cette liste est l'objet de la présente annexe où l'on trouvera les crimes et délits de presse rangés en trois catégories, à savoir :

- a) Crimes et délits contre la société.
- b) Délits contre les mœurs.
- c) Délits contre les particuliers.

a) *Crimes et délits contre la société*

1° *Haute trahison et trahison* (art. 85 du Code pénal). — L'article 85 du Code pénal allemand réprime toute excitation au crime de haute trahison commise au moyen de la mise en vente, de la vente, de la distribution, de l'affichage ou de l'exposition d'écrits ou d'autres reproductions.

Par haute trahison, la loi allemande entend tout assassinat ou toute tentative d'assassinat de l'em-

pereur ou d'un des souverains des états confédérés (art. 80) ;

Ou encore toute entreprise ayant pour but de modifier par la force la constitution de l'empire allemand ou d'un des états confédérés, ou l'ordre normal d'accession au trône ;

Ou encore toute entreprise ayant pour but de livrer tout ou partie de l'empire à un état étranger ou de détacher une partie du reste de l'empire ;

Ou enfin toute entreprise ayant pour but d'incorporer par la force le territoire d'un des états confédérés à un autre état confédéré ou de séparer une partie de ce territoire du reste de l'état (art. 81).

2° *Offense au souverain* (art. 15 du Code pénal). — L'article 15 du Code pénal réprime les offenses à la personne de l'empereur ou à celle d'un des souverains des états confédérés.

3° *Rébellion* (art. 110 du Code pénal). — L'article 110 du Code pénal punit quiconque, soit publiquement en présence d'un attroupement, soit par la mise en vente, la vente, la distribution, l'affichage ou l'exposition d'écrits ou d'autres reproductions, excite à la désobéissance aux lois, aux règlements ou aux ordres donnés par les autorités compétentes.

4° *Provocation aux crimes et délits* (art. 111 du Code pénal). — L'article 111 du Code pénal punit quiconque excite, par un des moyens énumérés dans

l'article précédent, à commettre une infraction, chaque fois que la provocation a été suivie d'un crime ou d'un délit ou d'une tentative de crime ou de délit. La peine à appliquer est celle des complices.

5° *Crimes et délits contre l'ordre public* (art. 130 du Code pénal). — L'article 130 du Code pénal punit quiconque provoque publiquement certaines classes de la population à des violences contre d'autres, quand la provocation est de nature à troubler la paix publique.

b) *Délits contre les mœurs*

Quiconque vend, distribue, répand, expose ou affiche dans des lieux publics des dessins ou autres reproductions ayant un caractère inconvenant tombe sous le coup de l'article 184 du Code pénal. Le même article punit celui qui a fait paraître des informations propres à causer du scandale en rendant compte de débats judiciaires pour lesquels le huis clos avait été ordonné.

c) *Délits contre les particuliers*

1° *L'outrage* (art. 185 du Code pénal). — L'article 185 définit et punit sous le nom de Beleidigung tout outrage, public ou non, qu'il consiste en une expression injurieuse ou en une voie de fait, à con-

dition que cet outrage soit de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne outragée.

2° *La diffamation* (art. 186 du Code pénal). — Qui-conque affirme ou répand sur le compte d'un tiers un fait de nature à porter atteinte à son honneur ou à sa considération, ou plus exactement de nature « à le rendre méprisable ou à l'abaisser dans l'opinion publique » est puni en vertu de l'article 186 du Code pénal, si le fait allégué n'est pas susceptible d'être prouvé.

Si la diffamation a été commise publiquement ou par la voie de la presse, la peine est plus forte (amende jusqu'à 1500 marks et emprisonnement jusqu'à deux ans).

Ainsi, contrairement à ce qui se passe dans la législation française où toute diffamation, même si elle s'appuie sur un fait exact et véridique tombe sous le coup de la loi, le droit allemand distingue entre la diffamation basée sur un fait réel et celle qui consiste à répandre des faits qu'on sait être inexacts et faux. Le diffamateur allemand est autorisé à faire la preuve des faits qu'il a allégués, et, s'il peut apporter cette preuve, il doit être renvoyé des fins de la plainte. Néanmoins — ceci est très important, et modifie dans une très large mesure la portée de la règle que nous venons de mentionner — la preuve des faits diffamatoires n'est admise

qu'autant que, de la forme des allégations ou des circonstances qui ont entouré leur publication, il ne ressort pas que le diffamateur a agi dans une intention injurieuse. Cette intention injurieuse ne se présume pas. C'est au ministère public ou à la partie lésée qu'il appartient de l'établir.

Quant à la diffamation qui consiste en l'allégation d'un fait faux par une personne qui le connaît incontestablement comme tel, elle est réprimée par l'article 187 du Code pénal, qui dit : « Quiconque répand sciemment et de mauvaise foi sur le compte d'un tiers un fait qu'il sait inexact et qui est de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération de ce tiers ou à diminuer son crédit, se rend coupable de diffamation calomnieuse et est puni d'une amende jusqu'à 600 marks ou d'emprisonnement jusqu'à un an. »

Le même article réprime la diffamation calomnieuse commise publiquement ou par écrits, images ou reproductions d'une amende qui peut aller jusqu'à 1500 marks et d'un emprisonnement qui peut aller jusqu'à deux ans.

3° *Diffamation envers les morts.* — Quiconque porte atteinte à la mémoire d'un mort en alléguant ou en répandant des faits qu'il sait inexacts et qui sont de nature à rendre méprisables ou à ruiner dans l'opinion publique le souvenir de ce mort tombe sous le coup de l'article 109.

Ainsi le Code pénal allemand punit la diffamation envers les morts pour la seule raison qu'elle peut ternir leur souvenir et sans s'occuper de savoir, comme la loi française, si les propos diffamatoires portent atteinte ou non aux vivants. En Allemagne, la diffamation envers les morts est punie en considération du défunt et non en considération de ceux qui lui survivent.

Le Président de la thèse,

E. GARÇON

Le Doyen,

F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

APPELL

TEXTE

DE LA LOI DU 7 MAI 1874

(Loi d'empire sur la Presse)

I

La liberté de la presse n'est soumise qu'aux restrictions établies ou autorisées par la présente loi.

II

La présente loi s'applique à toutes les reproductions tirées à la presse d'imprimerie, de même qu'à toutes les reproductions obtenues en plusieurs exemplaires au moyen de procédés mécaniques ou chimiques et destinées à être propagées dans le public, en tant qu'il s'agit d'écrits, d'images avec ou sans légende, ou de musique avec texte ou annotations.

Tout ce qui dans cette loi est désigné sous le nom d'imprimé s'entend de toute reproduction définie ci-dessus.

III

La présente loi range aussi sous l'appellation de propagation d'un imprimé l'affichage, l'exposition ou l'étalage de

cet imprimé dans des endroits où le public peut en prendre connaissance.

IV

La faculté d'exercer d'une manière indépendante n'importe quelle industrie se rattachant à la presse, ou encore d'éditer ou de vendre des imprimés ne peut être retirée ni par la voie administrative, ni par la voie judiciaire.

Pour le reste les dispositions du Règlement des métiers s'applique à ces professions.

V

La police locale peut interdire de répandre des imprimés dans le public même à des personnes dont ce n'est pas la profession, dans les cas où, d'après l'article 57 du Règlement des métiers, l'autorisation peut être refusée à ces personnes.

Les contraventions à cette défense sont punies d'après l'article 148 du Règlement des métiers.

II. — POLICE DE LA PRESSE

VI

Sur chaque imprimé paraissant dans l'étendue du territoire où la présente loi est en vigueur doit figurer le nom de l'imprimeur et son adresse, et, si l'imprimé est destiné à la librairie ou à toute autre mode de propagation dans le public, le nom et l'adresse de l'éditeur, ou, en cas de publication sans intermédiaire, le nom et l'adresse de l'auteur ou du publicateur (Herausgeber). Au lieu du nom de l'impri-

meur ou de l'éditeur; l'indication de la raison sociale suffit, si celle-ci a été portée sur le registre du commerce (Handelsregister).

Sont dispensés de cette prescription les imprimés ne servant qu'aux besoins du commerce ou de l'industrie, de la vie domestique ou sociale, tels que formulaires, cartes de visite, tarifs, etc., ainsi que les bulletins de vote pour les élections publiques, en tant que ceux-ci ne portent que les désignations de l'élection, du lieu et du jour, et l'énumération des candidats.

VII

Les journaux et revues qui paraissent mensuellement ou à intervalles plus courts ou à intervalles irréguliers (imprimés périodiques dans cette loi) doivent en outre porter sur chaque numéro, chaque exemplaire ou livraison, le nom et l'adresse du rédacteur responsable.

La désignation de plusieurs personnes en qualité de rédacteurs responsables n'est admise que si, de la forme ou du fond de cette désignation, il résulte clairement pour quelle partie de l'imprimé chacune des personnes désignées assume le rôle de rédacteur.

VIII

Les rédacteurs responsables des périodiques doivent être des personnes capables de disposer de leurs biens, jouissant de leurs droits civiques, et ayant leur domicile ou leur résidence habituelle dans l'empire allemand.

IX

Pour chaque numéro (exemplaire ou livraison) d'un périodique, l'éditeur, dès que la distribution ou l'envoi commence, doit déposer gratuitement un exemplaire à la police du lieu de la publication. Il lui sera délivré immédiatement un récépissé.

Cette disposition ne s'applique pas aux périodiques qui ont un but exclusivement scientifique, artistique, professionnel ou industriel.

X

Le rédacteur responsable d'un périodique qui reçoit des annonces est tenu d'insérer dans un des deux numéros qui suivent et au tarif habituel des insertions les communiqués qui lui sont remis par les autorités publiques.

XI

Le rédacteur responsable d'un périodique est tenu d'insérer sans interpolation ni omission toute rectification des faits parus dans le périodique qui émane d'une personne mise en cause, Dépositaire de l'autorité publique ou simple particulier, à condition que cette rectification soit signée par celui qui l'envoie, qu'elle ne contienne rien de contraire aux lois pénales, et qu'elle s'en tienne à des articulations de faits.

La rectification doit être insérée dans le premier numéro à paraître après sa réception, à moins que ce numéro ne

soit déjà prêt pour la presse, dans la même partie du périodique et en mêmes caractères que l'article qu'il s'agit de rectifier.

L'insertion est faite sans frais si sa longueur ne dépasse pas celle de l'article qu'elle rectifie ; pour le surplus elle est faite au prix habituel des annonces.

XII

Les articles 6 à 11 de la présente loi ne s'appliquent pas aux publications émanant des autorités publiques de l'empire, des états ou des communes, du Reichstag ou des assemblées législatives des états confédérés allemands, en tant que ces publications ne renferment que des communications de caractère officiel.

XIII

Les publications périodiques reproduites par des procédés mécaniques ou chimiques (correspondances lithographiées, autographiées, métallographiées) ne sont pas soumises aux dispositions édictées par la présente loi pour la presse périodique, à condition qu'elles soient exclusivement envoyées à des salles de rédaction.

XIV

S'il est prononcé deux fois dans l'espace d'un an contre un numéro (exemplaire ou livraison) d'un périodique paraissant à l'étranger une condamnation basée sur les articles 41 et

42 du Code pénal, le chancelier peut dans le délai de deux mois après que la deuxième condamnation est devenue définitive interdire par voie de communication publique que le périodique en question soit propagé pendant un laps de temps qui peut aller jusqu'à deux ans.

Les interdictions prononcées jusqu'à ce jour contre des périodiques étrangers dans les états confédérés en vertu de leur législation particulière deviennent caduques.

XV

En temps de danger de guerre ou en temps de guerre, les publications de renseignements au sujet des mouvements de troupes ou des moyens de défense peuvent être interdites par le chancelier par voie de communication publique.

XVI

Les appels adressés au public par la voie de la presse dans le but de payer par souscription une amende ou des frais encourus à l'occasion d'une condamnation pénale sont interdites, de même que les accusés de réception par voie de la presse de sommes d'argent envoyées dans ce but.

Les sommes recueillies à la suite de semblables appels, ou leur valeur, doivent être versées à la caisse de secours du lieu de la souscription.

XVII

L'acte d'accusation ou les autres pièces officielles d'un procès criminel ne peuvent être publiés par la presse avant

d'avoir été produits en débat public ou avant que la procédure ait pris fin.

XVIII

Sont punies d'une amende jusqu'à 1.000 marks ou de détention simple ou d'emprisonnement jusqu'à six mois :

1° Les contraventions aux articles 14, 15, 16 et 17 ;

2° Les contraventions aux articles 6, 7 et 8, quand elles sont commises de mauvaise foi au moyen de fausses déclarations.

La même peine peut être prononcée contre l'éditeur d'un périodique, s'il laisse sciemment désigner en qualité de rédacteur une personne qui ne l'est pas.

XIX

Sont punies d'une amende qui peut aller jusqu'à 150 marks ou de détention simple :

1° les contraventions aux articles 6, 7 et 8 qui ne sont pas visées par l'article 18, § 2 ;

2° Les contraventions à l'article 9 ;

3° Les contraventions aux articles 10 et 11.

Dans les cas visés par le paragraphe 3 ci-dessus, les poursuites ne sont intentées que sur plainte de la partie lésée, et le jugement doit ordonner l'insertion de la rectification envoyée dans le premier numéro à paraître. Si le refus d'insérer l'article a été fait de bonne foi, le jugement se borne à ordonner l'insertion, sans condamnation, ni frais.

III. — RESPONSABILITÉ POUR LES ACTES DÉLICTEUX
COMMIS PAR LA VOIE DE LA PRESSE

XX

La responsabilité pénale pour les actes dont le caractère délictueux repose sur le contenu d'un imprimé se détermine d'après les lois pénales ordinaires.

Si l'imprimé est un périodique, le rédacteur responsable est considéré comme auteur de l'acte délictueux, à moins que des circonstances particulières ne détruisent la présomption qu'il en est l'auteur.

XXI

Si le contenu d'un imprimé constitue le fait défini comme punissable, sont passibles pour imprudence de l'amende jusqu'à 1.000 marks ou de la détention simple ou de la détention dans une enceinte fortifiée ou de l'emprisonnement jusqu'à un an, et en tant qu'il n'y a pas lieu de les punir en vertu de l'article 20. comme auteur ou complice :

1° Le rédacteur responsable ;

2° L'éditeur ;

3° L'imprimeur ;

4° Celui qui a vendu l'imprimé en raison de son métier ou qui l'a répandu autrement dans le public, lorsqu'ils ne peuvent faire la preuve d'avoir employé toute l'attention qu'ils devaient ou faire la preuve de circonstances qui ont rendu cet emploi impossible.

Toutefois pour chacune des personnes nommées ci-dessus, la sanction pénale se trouve exclue si, jusqu'au prononcé du premier jugement, elle fait connaître, comme auteur ou comme envoyeur avec le consentement duquel la publication a eu lieu, ou, s'il s'agit d'un imprimé non périodique, comme éditeur de celui-ci, ou comme l'un de ceux qui sont nommés avant elle dans l'énumération ci-dessus, une personne qui se trouve dans le domaine de la juridiction répressive d'un état confédéré allemand, ou qui s'y est trouvée dans le temps de la publication au cas où elle est décédée; en outre de ce qui concerne le vendeur ou le distributeur d'imprimés étrangers, si ces imprimés lui sont parvenus par la voie du commerce de la librairie.

IV. — PRESCRIPTION

XXII

L'action contre les crimes et délits commis en publiant des imprimés dont le contenu est délictueux, de même que celle contre les autres délits prévus dans la présente loi se prescrit par six mois.

V. — SAISIE

XXIII

Une saisie d'imprimés sans ordre de l'autorité judiciaire ne peut être pratiquée que :

1° Si un imprimé ne s'est pas conformé aux dispositions

des articles 6 et 7 ou est propagé au mépris de celles de l'article 14;

2° Si un imprimé contrevient à une défense faite en vertu de l'article 15 de la présente loi ;

3° Si le contenu d'un imprimé constitue une des infractions réprimées par les articles 85, 95, 111, 130 ou 184 du Code pénal allemand, avec cette restriction qu'il n'en est ainsi dans les cas des articles 111 et 130 que quand il y a lieu de craindre qu'en différant la saisie, l'incitation ou la provocation ne puissent être la cause immédiate d'un crime ou d'un délit.

XXIV

La validation ou la levée de la saisie appartient à l'autorité judiciaire compétente. L'affaire doit être portée devant le tribunal par le ministère public dans le délai de vingt-quatre heures après l'ordonnance de saisie et doit être solutionnée par ce tribunal dans le délai de vingt-quatre heures à compter de la réception du réquisitoire. Si la saisie a été pratiquée par la police sans ordonnance du ministère public, les pièces doivent être envoyées à celui-ci sans délai et au plus tard dans les douze heures. Le ministère public peut soit prononcer la levée de la saisie au moyen d'une ordonnance exécutoire sur le champ, soit requérir la validation judiciaire dans les douze heures qui suivent la réception des opérations.

Si dans les cinq jours qui suivent l'ordonnance de saisie le jugement de validation n'est pas parvenu à l'autorité qui a

ordonné la saisie, celle-ci tombe et les exemplaires saisis doivent être restitués.

XXV

Il n'y a pas de recours contre la décision du tribunal qui lève la saisie provisoire.

XXVI

Une saisie provisoire validée doit être levée si, dans les deux semaines qui suivent la validation, les poursuites au fond ne sont pas introduites.

XXVII

La saisie d'un imprimé n'atteint les exemplaires que là où ils se trouvent dans le but d'être répandus. Elle peut s'étendre aux planches et formes servant à l'impression. Dans les imprimés, au sens étroit du mot, on peut aussi, sur la plainte de l'intéressé, bouleverser la composition au lieu de la saisir.

En opérant la saisie, il y a lieu de désigner les passages de l'écrit qui y donnent lieu, et de citer les lois qui y ont été violées. Les parties détachables d'un imprimé (suppléments d'un journal, etc...), qui ne contiennent rien de délictueux doivent être laissées en dehors de la saisie.

XXVIII

Pendant la durée de la saisie, la propagation de l'imprimé qui en a été l'objet et la réimpression des passages qui en

ont été la cause sont interdites. Quiconque, connaissant l'existence de la saisie, contrevient à cette disposition sera puni d'une amende jusqu'à 500 marks et de l'emprisonnement jusqu'à six mois.

XXIX

Pour juger les infractions commises par la presse sont seuls compétents les tribunaux judiciaires, même dans les états confédérés où actuellement les infractions sont déférées aux autorités administratives.

Dans les états confédérés où l'intervention du ministère public n'existe pas devant les tribunaux de première instance, les pièces, en cas de saisie pratiquée sans ordonnance judiciaire, devront être portées directement au tribunal.

VI. — DISPOSITIONS FINALES

XXX

Les prescriptions édictées par des lois spéciales en ce qui concerne la presse en temps de danger de guerre, de guerre, d'état de siège ou d'émeute demeurent jusqu'à nouvel ordre en vigueur, concurremment avec la présente loi.

Le droit des états particuliers d'édicter des prescriptions spéciales au sujet de l'affichage, du placardage et de l'étalage publics des imprimés, et au sujet de la distribution publique et gratuite d'avis, de placards et d'appels n'est modifié en rien par la présente loi.

Il en est de même des dispositions des lois particulières

au sujet du dépôt des exemplaires gratuits aux bibliothèques et collections publiques.

A part l'impôt général sur les métiers d'après les lois des états particuliers, il ne peut être créé d'impôt spécial sur la presse et sur les imprimés, tels que timbres pour les journaux et calendriers, insertions obligatoires, etc.

XXXI

La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1874. Son introduction en Alsace-Lorraine reste subordonnée à une loi spéciale.

BIBLIOGRAPHIE

- V. Schwarze, 2. Aufl., Erlangen 85.
V. Schwarze-Appelius, 4. Aufl. Nürnberg 03.
John in v. Holtzendorffs Rechtslexikon 2, Pressdelikte.
Berner, Lehrbuch des deutschen Pressrechts, Leipzig 76.
V. Liszt, Reichspressrecht, Berlin 80.
Heilborn, id. Breslau 91.
Oetker, Zur Lehre von den Pressvergehen, Goldammer
Archiv, tome 26, p. 249.
Kayser, in v. Holtzendorffs Handbuch 4, 547 sq.
Klœppel, Reichspressrecht, Leipzig 94.
Robert Schmid, Die strafrechtl. Verantwortlichkeit für
Pressvergehen, Zürich 95.
Meves, Bemerkungen zum Pressgesetz, Goldt. Archiv. 39,
15.
Sládecek, Zur Frage der Pressdelikte, in Goldt. Archiv. 43,
348.
Rathenau, Die Pressdelikte in Gerichtssaal 53, 376.
Delius Reichsgesetz über die Presse, Hannover 95.
Glaser, Verhandlungen des VI. Juristentags 1, 68 sq.
Joerg, Wesen der Pressrechtl. Fahrlässigkeit, Fulda 99.
Born, Reichspressgesetz. Berlin 00.
Sládecek, Lehre der Pressdelikte, Berlin 96.
Galli, Zur Begriffsbestimmung der Pressdelikte, Goldt.
Archiv 52, 161.
Gaze, Die strafrechtl. Haftung für Pressdelikte, Berlin 06.
Mouquin

- Ebner, Das deutsche Pressrecht, Hannover 09.
Gusti, Grundbegriffe des Pressrechts, Berlin 09.
Professor Dr. Friedrich Oetker, Würzburg, Die Berichtigungspflicht der Presse dans les Blätter » für Rechtsanwendung », 77. Jahrgang n° 9 du 1^{er} mai 1912.
Dr. Karl Binding, Das Wesen der strafrechtlichen Haftung des verantwortlichen Redakteurs unter besonderer Berücksichtigung der Reichspressgesetzes vom 7 mai 1874 §§ 20 und 21, dans les « Blätter für Rechtsanwendung », 76. Jahrgang, n° 10 du 15 mai 1911.
Oberamtsrichter Riss, München, Das pressgesetzliche Berichtungsverfahren in der « Juristischen Wochenschrift », 40. Jahrgang, S. 385, n° 1 vom 1 mai 1911.
A. Ebner, Berlin, Das pressgesetzliche Berichtungsverfahren in der « Juristischen Wochenschrift », 40. Jahrgang, n° 19, S. 902 vom 1 November 1911.
Stengleins Kommentar zu den strafrechtlichen Nebengesetzen des Deutschen Reichs, I. Band, IV. Aufl, 1911, (Reichsgesetz vom 7 Mai 1874 über die Presse).
Paccaud, Du régime de la presse en Europe et aux Etats-Unis. Lausanne, 1887.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.....	5
INTRODUCTION HISTORIQUE:	
A) La législation allemande sur la presse jusqu'en 1848.....	7
B) La législation allemande sur la presse de 1848 à 1874.....	16
LA LOI D'EMPIRE DU 7 MAI 1874.....	25
CHAPITRE PREMIER. — <i>Principes généraux. — Objet et ressort de la presse :</i>	
A) Liberté de la presse.....	28
B) Définition de l'imprimé.....	29
C) Définition du périodique.....	29
D) La propagation (Verbreitung).....	30
E) Personne participant à la confection de l'im- primé.....	34
CHAPITRE II. — <i>La police de la presse :</i>	
A) Profession d'imprimeur et de libraire.....	36
B) Dispositions communes à tous les imprimés....	38
C) Exception à la règle.....	40
D) Interdiction d'insérer certaines matières.....	41
CHAPITRE III. — <i>Dispositions particulières à la presse périodique :</i>	
A) Désignation d'un rédacteur responsable.....	46
B) Pluralité de rédacteurs.....	53

C) Qui peut être rédacteur responsable ?.....	55
D) Obligations de l'éditeur du périodique.....	57
E) Obligations du rédacteur responsable :	
α) Communiqués officiels.....	59
β) Rectifications.....	62
F) Exceptions aux règles ci-dessus.....	72
G) Dispositions particulières à la presse étrangère.	73
CHAPITRE IV. — <i>Régime exceptionnel de la presse :</i>	
A) Restrictions à la liberté d'information.....	75
B) Limitation ou suspension de la liberté de la presse.....	79
CHAPITRE V. — <i>Responsabilité pénale en matière d'infraction de police de presse.....</i>	
	79
CHAPITRE VI. — <i>Responsabilité pénale en matière de délit commis par la voie de la presse :</i>	
A) La nature du délit de presse en droit allemand.	84
B) Application au délit de presse du droit pénal commun.....	86
C) L'auteur principal et les complices dans la presse non périodique.....	89
D) L'auteur principal dans la presse périodique...	93
E) Participation au délit de presse dans la presse périodique.....	98
F) Circonstances particulières de nature à neutraliser les effets de la présomption.....	100
G) Les sanctions pour négligence.....	102
CHAPITRE VII. — <i>Saisie des imprimés délictueux et prescription des délits de presse. — Affichage et colportage :</i>	
A) Prescription.....	120
B) Saisie.....	121
C) Compétence des Tribunaux.....	125
D) Affichage et colportage.....	126
ANNEXE.....	129
TEXTE DE LA LOI.....	135

